



RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL DU T3 2016-2017

AU:	Conseil d'administration
RENCONTRE:	Le 17 février 2017
DE:	Judith Purves, Vice-Présidente principale and Chef de la Direction Financière Michael Downey, Directeur général et contrôleur national
DÉCISION RECHERCHÉE:	Il est résolu que le Comité de Vérification recommande au Conseil d'administration d'approuver l'autorisation de publier le rapport financier de CBC/Radio-Canada pour la période terminée le 31 décembre 2016.
DATE:	Le 10 février 2017



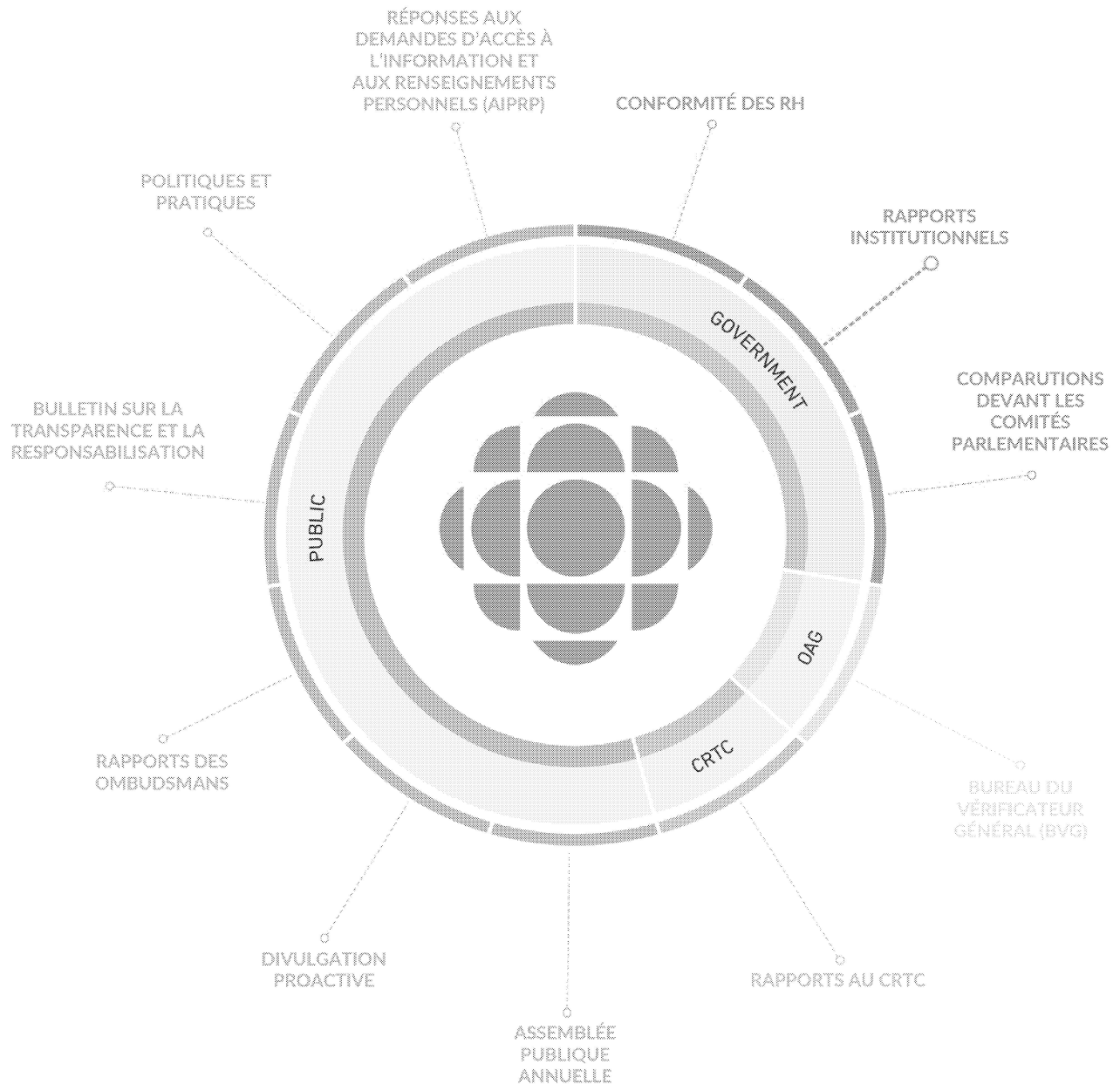
T3

RAPPORT FINANCIER DU TROISIEME TRIMESTRE 2016-2017

CBC  Radio-Canada

ENGAGEMENT DE CBC/RADIO-CANADA ENVERS LA TRANSPARENCE ET LA RESPONSABILISATION

En tant que radiodiffuseur public national, nous accordons beaucoup d'importance à notre obligation de transparence et de responsabilisation envers les Canadiens. Pour nous acquitter de nos responsabilités à cet égard, nous publions sur notre [site web institutionnel](#) de l'information sur nos activités et sur la gestion des ressources publiques qui nous sont confiées.



RAPPORT DE GESTION

Outre un rapport annuel, nous sommes tenus – comme la plupart des sociétés d'État canadiennes sous régime fédéral – de déposer des rapports financiers trimestriels pour les trois premiers trimestres de chaque exercice. Le rapport de gestion qui suit vise à donner au lecteur un aperçu des activités et du rendement de la Société pour le troisième trimestre de 2016-2017 et doit être lu en parallèle avec le rapport annuel le plus récent.

Conformément à notre engagement de faire preuve de transparence et d'assurer une surveillance efficiente des fonds publics qui nous sont alloués, nous avons le plaisir de présenter notre rapport trimestriel pour le troisième trimestre, terminé le 31 décembre 2016. L'information contenue dans le rapport de gestion est présentée comme suit :

FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU T3	4
FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS	5
LE POINT SUR LE RENDEMENT	7
ANALYSE DES RÉSULTATS	13
RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS	18
LE POINT SUR LES RISQUES	20
PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	21
DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS	22

Voici quelques renseignements utiles pour faciliter la compréhension du rapport de gestion :

Rapports trimestriels – Les états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas fait l'objet d'un examen par notre auditeur.

Saisonnalité – La majeure partie de nos revenus autogénérés est constituée de revenus publicitaires. Ceux-ci suivent un cycle saisonnier dicté par notre grille de programmation et varient aussi en fonction des conditions du marché, de l'économie en général et du rendement de la grille. Les revenus d'abonnement sont relativement plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier, fluctuant aussi au gré des variations de la grille de programmation. Les crédits parlementaires sont constatés en résultat en fonction du budget annuel, qui reflète les influences saisonnières sur les dépenses et les revenus autogénérés.

Note relative aux déclarations prospectives – Ce rapport renferme des déclarations prospectives sur la stratégie, les objectifs et les résultats d'exploitation et financiers escomptés. Les verbes « croire », « s'attendre », « prévoir », « anticiper », « projeter », « planifier », « estimer », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des énoncés prospectifs. Les déclarations prospectives sont basées sur les hypothèses générales suivantes : le financement public de CBC/Radio-Canada demeure conforme aux annonces faites dans le budget fédéral et le contexte de la réglementation de la radiodiffusion ne changera pas fondamentalement. Les principaux facteurs de risque et d'incertitude sont décrits à la section *Le point sur les risques* du présent rapport. Toutefois, certains risques et certaines incertitudes échappent à notre volonté et restent difficiles à prévoir. Ceux-ci comprennent, sans s'y limiter, des facteurs liés à la conjoncture économique et financière et au marché publicitaire, ainsi que d'autres facteurs d'ordre technologique et réglementaire. En raison de l'influence de ces facteurs ou d'autres facteurs, les résultats réels peuvent différer considérablement des prévisions contenues, de manière explicite ou implicite, dans les déclarations prospectives.

Indicateurs de rendement – Nous mesurons notre rendement au moyen de données fournies par des outils internes et des fournisseurs externes. Ces données s'appuient sur des calculs qui nous paraissent raisonnables pour la période visée, mais leur collecte comporte certaines difficultés, en particulier du fait de la transformation numérique qui caractérise actuellement l'industrie médiatique. Par exemple, les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Avec l'avènement de nouvelles méthodes de collecte des données, certains chiffres pourraient ne plus être comparables avec les chiffres publiés précédemment. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer nos indicateurs de rendement stratégiques et opérationnels, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données et d'appliquer les pratiques exemplaires de l'industrie.

Mesure non conforme aux IFRS – Le présent rapport comprend la mesure « résultat d'exploitation sur une base courante », qui n'a pas de sens normalisé prescrit par les normes internationales d'information financière (IFRS). Il est donc peu probable qu'on puisse la comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres entreprises. Plus de détails sont fournis à la section *Analyse des résultats*.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS DU T3



2016-2017 : 138,1 M\$
2015-2016 : 139,2 M\$

BAISSE TOTALE
▼ 1,1 M\$ (0,8 %)

Les revenus tirés de nos activités courantes ont diminué de 0,8 % ce trimestre. Ce recul est attribuable à l'effet combiné de la baisse du nombre d'abonnés à certaines de nos chaînes spécialisées et d'un recul des ventes de contenus.

Ces diminutions ont été en partie compensées par des revenus publicitaires plus élevés, entraînés par la croissance des ventes de publicité sur les plateformes numériques. Cependant, la faiblesse du marché de la télévision traditionnelle a continué de peser sur nos ventes de publicité à la télévision.



2016-2017 : 445,1 M\$
2015-2016 : 418,6 M\$

HAUSSE TOTALE
▲ 26,5 M\$ (6,3 %)

Nos dépenses courantes ont augmenté de 6,3 % dans la foulée de la mise en œuvre des projets découlant du financement public accru approuvé pour 2016-2017.

Au troisième trimestre, nous avons continué d'investir dans de nouveaux contenus pour différentes plateformes, conformément à notre stratégie, tout en engageant des fonds additionnels pour réaliser des initiatives numériques.

Ces augmentations ont été compensées en partie par la baisse des dépenses par rapport au dernier exercice, résultat de la mise en œuvre de mesures de réduction des coûts.



2016-2017 : 288,8 M\$
2015-2016 : 254,1 M\$

HAUSSE TOTALE
▲ 34,7 M\$ (13,6 %)

Le total des crédits parlementaires de l'exercice 2016-2017 augmentera de 75,0 millions de dollars, conformément à l'annonce faite par le gouvernement en mars 2016. La hausse de 13,6 % du financement public au cours du troisième trimestre reflète ces crédits additionnels, mais aussi des prélèvements plus importants par rapport à la même période l'an dernier.

Le résultat d'exploitation sur une base courante affiche un gain de 8,8 millions de dollars pour le trimestre. Cette hausse tient principalement à l'évolution des revenus et des dépenses, et au moment auquel les prélèvements du financement public ont été effectués, comme cela est résumé ci-dessus. Ce résultat se compare à une perte de 1,7 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

(en milliers de dollars canadiens)

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Revenus	138 045	139 173	(0,8)	429 476	400 051	7,4
Dépenses	(445 132)	(418 558)	(6,3)	(1 229 689)	(1 157 324)	(6,3)
Résultat avant financement public et éléments hors exploitation	(307 087)	(279 385)	(9,9)	(800 213)	(757 273)	(5,7)
Financement public	288 777	254 121	13,6	767 966	666 074	15,3
Résultat avant éléments hors exploitation	(18 310)	(25 264)	27,5	(32 247)	(91 199)	64,6
Résultat net de la période en IFRS	(18 403)	(27 081)	32,0	(34 461)	(90 841)	62,1
Résultat d'exploitation sur une base courante ⁽¹⁾	8 757	(1 734)	N. S.	3 286	(36 126)	N. S.

N. S. non significatif

⁽¹⁾ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Ce résultat ne comprend pas les éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation. Un rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante est présenté à la section *Analyse des résultats* de ce rapport.

Le résultat net en IFRS équivaut à une perte de 18,4 millions de dollars pour le trimestre, une amélioration de 8,7 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. L'évolution des revenus et des dépenses, ainsi que le financement public comptabilisé ce trimestre contribuent à ce résultat.

FAITS SAILLANTS DES ACTIVITÉS

Le troisième trimestre de l'exercice 2016-2017 a été chargé. En plus de proposer à nos auditoires des contenus captivants et multiplateformes, nous avons lancé notre vision d'avenir [Propulser la culture canadienne](#).

CONTENU ET SERVICES

Au troisième trimestre, nous avons diffusé des contenus riches et diversifiés, comme le démontrent la programmation d'automne de CBC et de Radio-Canada et, en décembre, la programmation des fêtes sur les deux réseaux.

CBC a donné le coup d'envoi à sa grille automnale avec plusieurs nouveautés, notamment *Kim's Convenience*, *The Goods*, *Shoot the Messenger* et *This is High School* (y compris les vidéos complémentaires diffusées sur Facebook Live), ainsi que des rendez-vous populaires comme *Rick Mercer Report*, *This Hour Has 22 Minutes*, *Dragons' Den*, *Heartland* et *Murdoch Mysteries*. À la radio, le diffuseur public a conservé son titre de chef de file des contenus canadiens en baladodiffusion, avec 12,2 millions de téléchargements en décembre. Des émissions vedettes comme *Someone Knows Something* ne sont pas étrangères à cette belle réussite. Les auditeurs de Radio 2 ont pu retrouver *Marvin's Room* et découvrir de nouvelles animatrices sur les ondes matinales pendant la semaine et le week-end, et CBC Music a annoncé les gagnants du concours Canadian Music Class Challenge. Du côté de Radio One, la nouvelle émission *Now or Never* a été lancée, *Vinyl Cafe* a cessé la diffusion de nouveaux épisodes, et Tom Power a pris les commandes de *q* pour la toute première fois. La programmation télévisuelle de Radio-Canada aux heures de grande écoute a fait belle figure, avec le retour d'émissions comme *Unité 9*, *Tout le monde en parle*, *Mémoires vives*, *Les pêcheurs* et quelques nouveautés, telles que *Feux* et *Les Simone*. Aussi lancée cet automne, la série dramatique *District 31* a presque immédiatement séduit plus d'un million de téléspectateurs, et ses cotes d'écoute ne fléchissent pas, jour après jour¹. Après des essais concluants l'année dernière au chapitre de la diffusion multiécran, Radio-Canada a appliqué ce modèle à sa nouvelle série à suspense *Fatale-Station* : elle a diffusé la première sur ICI RADIO-CANADA TÉLÉ, puis les épisodes suivants exclusivement sur ICI TOU.TV EXTRA.

En décembre, nous avons proposé sur nos réseaux de télévision une programmation des plus variées comprenant des grands favoris du cinéma, des spéciales des fêtes et des concerts avant de conclure l'année avec une veille du jour de l'An spectaculaire à l'antenne de CBC et de Radio-Canada. Tout au long de la soirée, quelque 5,5 millions de Canadiens ont regardé, à un moment ou à un autre, l'émission [Countdown to 2017](#) de CBC². Radio-Canada a pour sa part proposé des rendez-vous habituels et des incontournables : la spéciale *Infoman 2016*, *À l'année prochaine* et la spéciale du jour de l'An *d'En direct de l'univers*, ainsi que *Le compte à rebours du 31 décembre*, qui présentait un résumé des événements de la soirée. Encore une fois, c'est le [Bye bye 2016](#) qui a remporté la faveur du public le 31 décembre avec 3,8 millions de téléspectateurs, soit 85 % du marché francophone du Québec³.

La veille du jour de l'An, l'émission de CBC *Countdown to 2017* a attiré près de 5,5 millions de téléspectateurs, alors que près de 4 millions de personnes ont regardé le fameux *Bye bye* de Radio-Canada.

2017 sera une année importante, car elle marque les 150 ans de la Confédération.

CBC/Radio-Canada sera au cœur des célébrations.

2017 sera une année importante, car elle marque les 150 ans de la Confédération. Le diffuseur public est au cœur des célébrations. Nous rassemblerons les Canadiens autour d'émissions spéciales et de grands événements, et nous alimenterons les conversations sur notre identité nationale commune, sur notre diversité et sur ce qui nous unit. Les Canadiens peuvent consulter la liste complète de notre programmation dans notre [guide de programmation 2017](#).

Nous continuons de favoriser et de promouvoir la production de contenu canadien comme moyen de renforcer la culture canadienne. Ce trimestre, Radio-Canada a donné le coup d'envoi à son initiative *50 films/50 semaines* afin d'offrir à ses auditoires le meilleur du cinéma canadien tout au long de 2017. Les films sont d'abord présentés sur ICI TOU.TV EXTRA, puis sur ICI ARTV, et enfin sur ICI RADIO-CANADA TÉLÉ. CBC, de son côté, a lancé le [Breaking Barriers Film Fund](#), qui soutient la production de longs métrages par des créateurs canadiens sous-représentés, plus précisément les femmes, les Autochtones, les personnes handicapées et les membres de minorités visibles.

Nous avons annoncé qu'afin de resserrer nos liens avec les Canadiens à l'échelle locale, nous allons localiser notre nouvelle station de radio de London, en Ontario – ouverte grâce au renouvellement de l'investissement fédéral – dans la bibliothèque municipale, un immeuble moderne au cœur du centre-ville.

Nous continuons de faire découvrir à nos auditoires des artistes et des producteurs autochtones et de braquer nos projecteurs sur les enjeux touchant les peuples autochtones du Canada. Dans cette optique, Radio-Canada a lancé ce trimestre [Espaces autochtones](#), un portail web et mobile consacré aux questions touchant les Premières Nations qui rassemble des nouvelles et des analyses approfondies. De son côté, CBC a entrepris, avec l'équipe de *The Current*, une [série de rencontres sur les femmes autochtones portées disparues ou assassinées](#), et présenté en primeur son tout premier documentaire en réalité virtuelle, [Highway of Tears](#). Combinant cette technologie émergente aux solides assises journalistiques de CBC, ce court métrage explore la réalité des nombreuses femmes autochtones disparues le long de cette autoroute tristement célèbre. En outre, CBC a diffusé sans interruption publicitaire [The Secret Path](#) de Gord Downie, un film d'animation d'une heure sur Chanie Wenjack, qui a connu une fin tragique tandis qu'il tentait de retourner auprès de sa famille après avoir quitté le pensionnat où on l'avait placé de force.

Le troisième trimestre marque l'enregistrement du dernier épisode de *L'auberge du chien noir*. C'est la fin d'une époque pour Radio-Canada, qui abandonne graduellement la production à l'interne de séries dramatiques, en phase avec notre objectif stratégique visant à ramener notre capacité de production à une taille adéquate et à améliorer notre agilité sur ce front. En ondes depuis 15 ans, l'émission a attiré des auditoires nombreux dépassant souvent le million de téléspectateurs⁴. La finale sera diffusée plus tard ce printemps.

Pour plus d'indicateurs de rendement sur nos contenus, consultez la sous-section *Mesurer nos composantes médias* de ce rapport.

¹ Source : Numeris.

² Idem.

³ Idem.

⁴ Idem.

INFRASTRUCTURE

Afin de poursuivre notre objectif stratégique qui consiste à réduire notre empreinte immobilière et à moderniser nos espaces de travail, nous avons modifié notre parc immobilier. Nous avons vendu notre immeuble de l'avenue Université à Moncton à la fin de novembre, après le [déménagement](#) de notre station l'an dernier. Nous avons aussi offert en location, dans le cadre de deux transactions distinctes, environ 10 000 pieds carrés d'espace inutilisé dans notre Centre de radiodiffusion de Vancouver. Enfin, nos employés d'Iqaluit se sont officiellement [installés dans leur nouvelle station](#) au début de décembre.

Comme nous l'avons indiqué dans notre dernier rapport, le projet de redéveloppement de la Maison de Radio-Canada à Montréal a progressé en novembre 2016. L'immeuble actuel et le terrain ont été vendus au Groupe Mach, et le contrat de construction de la nouvelle Maison de Radio-Canada a été accordé au groupe Broccolini. Ces deux transactions doivent être approuvées par le Conseil du Trésor du Canada avant la première pelletée de terre. Le déménagement est prévu pour janvier 2020.

PERSONNES ET CULTURE

En réponse aux recommandations du rapport Rubin, une stratégie intégrée de changement de culture a été développée et fait l'objet de discussions avec les parties intéressées à l'interne et les syndicats. Elle a ensuite été approuvée par l'Équipe de la haute direction en décembre 2016. Partant du contexte actuel, cette stratégie vise la mise en place d'une culture axée sur la mobilisation et sur les résultats. Une feuille de route triennale définissant une approche multidimensionnelle, intégrée et progressive en matière de talents nous permettra de poursuivre cet objectif.

Faisant également suite aux recommandations du rapport Rubin, le deuxième sondage annuel Dialogue sur la mobilisation des employés a été mené ce trimestre, en partenariat avec Gallup. Cette année, le taux de participation a atteint un sommet de 71 %, et les résultats préliminaires indiquent une amélioration globale et une dynamique positive. Les gestionnaires communiqueront ces résultats à leur équipe et élaboreront un plan d'action d'ici le 31 mars 2017.

Le 10 novembre 2016, CBC/Radio-Canada et l'Association des réalisateurs (AR) de Radio-Canada ont conclu une entente de principe, et les membres du syndicat ont appuyé le contenu de cette entente lors d'un vote le 28 novembre 2016. La convention collective unissant CBC/Radio-Canada à l'AR est en vigueur depuis le 7 décembre 2016 et jusqu'au 15 décembre 2019.

AUTRES QUESTIONS LIÉES AUX ACTIVITÉS

Le printemps dernier, le gouvernement fédéral a sollicité l'avis des Canadiens sur la manière de renforcer la place du Canada dans l'univers numérique.

Des citoyens des quatre coins du pays ont participé à cette consultation : ils ont répondu à des sondages en ligne, participé à des tables rondes et soumis des mémoires. En novembre 2016, nous avons fait connaître notre vision pour renforcer la culture canadienne en proposant un modèle capable de servir d'assise à un cadre de politiques culturelles modernes, qui place le diffuseur public au centre d'un secteur culturel dynamique. Notre proposition comprend trois recommandations clés :

- Élaborer, au Canada, notre propre stratégie intégrée d'investissement dans la culture, qui prend en compte tous les créateurs et toutes les industries de la création de notre pays, et qui fait du diffuseur public une pièce maîtresse de cette stratégie;
- Retirer la publicité de toutes nos plateformes, ce qui nous permettrait de nous concentrer sur nos priorités culturelles plutôt que commerciales. Pour que cette vision puisse se concrétiser, il faudrait accroître le financement par habitant de CBC/Radio-Canada à 46 \$ par an – une augmentation de 12 \$ par Canadien;
- Dépolitiser le financement de CBC/Radio-Canada pour qu'il devienne prévisible et stable, lié au cycle de renouvellement des licences sur cinq ans, indexé en fonction de l'inflation, et indépendant du calendrier électoral et du cycle budgétaire annuel du gouvernement.

Notre [mémoire en version intégrale](#) est accessible sur notre site web institutionnel.

Le 26 janvier 2017, le Forum des politiques publiques a remis au gouvernement fédéral un rapport sur les nouvelles, la démocratie et la confiance dans l'ère numérique. Il y fait référence au rôle vital du diffuseur public pour informer les Canadiens. Nous avons accueilli favorablement ce rapport dans un [communiqué](#), et nous sommes ravis d'avoir eu l'occasion d'exprimer notre point de vue lors des discussions qui ont précédé sa préparation. Toutefois, la recommandation contenue dans le rapport voulant que CBC/Radio-Canada offre gratuitement ses contenus de nouvelles aux autres selon un système de publication sous *Licence Creative Commons* doit être étudiée de plus près, surtout si l'on tient compte des préoccupations croissantes que suscitent l'exactitude et le comportement de certains sites web. Par ailleurs, le Forum recommande que CBC/Radio-Canada reçoive un financement additionnel afin d'éliminer la publicité sur ses plateformes numériques. Bien que cette recommandation constitue un point de départ important pour cette discussion, il ne s'agit en fait que d'une demi-mesure. En éliminant uniquement la publicité sur ses plateformes numériques, CBC/Radio-Canada continuerait de livrer concurrence pour les revenus publicitaires pour ses autres plateformes, ce qui limiterait ainsi sa capacité de conclure des partenariats avec d'autres organisations. Par ailleurs, la publicité est maintenant vendue en blocs incluant les plateformes numériques et la télévision. Ainsi, éliminer partiellement la publicité nuirait à notre capacité de percevoir des revenus publicitaires. Nous avons recommandé dans notre mémoire que CBC/Radio-Canada élimine la publicité sur toutes ses plateformes, afin que le diffuseur public puisse mieux soutenir la culture canadienne.

Le gouvernement a proposé, dans son budget 2016, un investissement additionnel de 75 millions de dollars dans CBC/Radio-Canada en 2016-2017, puis de 150 millions de dollars les années suivantes, et a demandé à la ministre du Patrimoine canadien de collaborer avec le diffuseur public en vue d'élaborer un plan de reddition de comptes. Ce [plan de reddition de comptes pour le réinvestissement](#) est maintenant affiché sur notre site web institutionnel.

Au début de 2017, notre commissaire aux valeurs et à l'éthique, Diane Girard, a officiellement ouvert la porte de son bureau aux employés de CBC/Radio-Canada et aux membres du public. Ceux qui souhaitent communiquer avec elle peuvent le faire dans [la section qui lui est réservée sur notre site web institutionnel](#).

LE POINT SUR LE RENDEMENT

CADRE DE MESURE DU RENDEMENT

Un des piliers de la *Stratégie 2020* est l'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer notre rendement. Nous appuyant sur les outils de mesure existants, nous avons développé un cadre simplifié de mesure du rendement pour évaluer notre plan stratégique, qui repose sur trois outils distincts : le sondage de perception portant sur le mandat et la vision, le rapport de performance de la *Stratégie 2020* (indicateurs stratégiques) et le rapport sur le rendement des composantes médias (indicateurs opérationnels).

Dans la foulée de son investissement supplémentaire dans le diffuseur public, le gouvernement a demandé à la ministre du Patrimoine canadien de collaborer avec le diffuseur public en vue d'élaborer un plan de reddition de comptes. Le [plan](#) qui en a résulté comporte deux nouveaux indicateurs de rendement qui visent à mesurer l'impact différentiel du nouveau financement sur deux priorités clés : l'expansion de notre présence numérique et l'augmentation de nos services aux marchés locaux. Nous commencerons à rendre compte de nos progrès sur ces deux fronts dans notre prochain rapport annuel.

NOTRE MANDAT ET NOTRE VISION

L'établissement d'indicateurs permettant de suivre et d'évaluer les perceptions relativement à notre rendement est essentiel pour démontrer notre responsabilité envers les Canadiens à titre de radiodiffuseur public national du Canada. Le sondage de perception portant sur le mandat et la vision permet de démontrer dans quelle mesure les Canadiens jugent que nos services sont conformes au mandat de la Société en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1991. Il permet également de mesurer le rendement de notre programmation en ce qui concerne sa qualité, son caractère distinctif, et sa capacité de refléter et de rassembler les Canadiens. Le rapport comporte également des indicateurs liés à la vision, qui traduisent le rôle de la Société dans la réalisation de la vision de la *Stratégie 2020*. Les données proviennent de sondages menés auprès d'un échantillon représentatif de Canadiens francophones et anglophones⁵.

Les résultats du plus récent sondage sont présentés sur notre site web institutionnel, dans un [tableau de bord interactif](#) auquel tous les Canadiens ont accès.

STRATÉGIE 2020

Le rapport de performance de la *Stratégie 2020* vise à vérifier que nous atteignons les objectifs nationaux de notre plan stratégique actuel. Nous avons déterminé les objectifs à long terme que nous cherchons à atteindre en 2020. Chaque année, nous mesurons les progrès réalisés à l'égard de ces objectifs à l'aide de cibles annuelles intermédiaires. Neuf indicateurs clés sont utilisés afin de mesurer notre rendement relativement aux composantes fondamentales de notre stratégie actuelle : l'auditoire, l'infrastructure, les personnes et la viabilité financière⁶.

L'objectif de notre stratégie est d'accroître notre valeur aux yeux de tous les Canadiens et d'approfondir notre relation avec eux. Avec ce but en tête, nous avons réservé cinq de ces neuf indicateurs à l'évaluation de notre succès auprès de l'auditoire. D'ici 2020, nous voulons :

- Que trois Canadiens sur quatre estiment qu'au moins un de nos services est très important pour eux personnellement (indicateur 1);
- Que les Canadiens continuent d'être fortement d'accord que nos émissions d'information reflètent la diversité des opinions, et traitent de manière objective des sujets abordés (indicateur 2);
- Augmenter notre portée numérique afin que 18 millions de Canadiens utilisent nos plateformes numériques tous les mois (indicateur 3), et accroître le nombre d'interactions numériques que les Canadiens ont avec nos services (indicateur 4);
- Maintenir le temps que les Canadiens passent avec CBC/Radio-Canada, même si la concurrence est de plus en plus forte pour capter leur attention (indicateur 5).

Afin d'atteindre nos objectifs en matière d'auditoire, nous devons transformer notre infrastructure, notamment en réduisant de 50 % notre empreinte immobilière (indicateur 6). Nous devons également mobiliser nos employés (indicateur 7) et veiller à ce qu'ils reflètent mieux la diversité qui caractérise la société que nous servons (indicateur 8). Nous voulons atteindre ces objectifs en réduisant nos coûts pour être plus viables financièrement (indicateur 9).

COMPOSANTES MÉDIAS

Le compte rendu sur les composantes médias nous sert à mesurer notre rendement et à le comparer à nos cibles opérationnelles. Celles-ci ont essentiellement trait à la portée de nos diverses plateformes, aux parts d'auditoire et aux revenus autogénérés, tous services confondus.

⁵ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada (1 000 répondants de langue anglaise et 1 000 répondants de langue française par sondage). Les sondages sont effectués chaque année, à l'automne et au printemps.

⁶ Depuis le début de 2016-2017, l'indicateur du fonds d'investissement (anciennement l'indicateur 10) n'est plus présenté dans le rapport de performance de la *Stratégie 2020*, cet indicateur n'ayant plus d'utilité en raison du réinvestissement du gouvernement dans CBC/Radio-Canada.

MESURER NOTRE MANDAT ET NOTRE VISION

Les résultats et les faits saillants du plus récent sondage sont présentés ci-après. Les pourcentages ci-dessous représentent la proportion de Canadiens qui ont accordé à CBC/Radio-Canada une note de 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points. Vous trouverez des résultats plus détaillés dans notre [tableau de bord interactif](#).

Dans l'ensemble, la perception des Canadiens à l'égard de CBC/Radio-Canada est demeurée solide et stable à l'automne 2016 comparativement aux résultats de l'année dernière. Cela dit, certains faits saillants méritent d'être soulignés :

- Les trois perceptions les plus positives montrent que les Canadiens sont encore fermement convaincus que la programmation de CBC/Radio-Canada *est de grande qualité* (68 %), qu'elle *reflète les différentes régions du Canada* (68 %) et qu'elle *est informative* (65 %).
- Les indicateurs sur les régions ont atteint des sommets cet automne : 68 % pour l'indicateur montrant dans quelle mesure notre programmation *reflète les différentes régions du Canada* et 46 % pour l'indicateur montrant dans quelle mesure notre programmation *reflète la région* de chaque participant.
- Plusieurs indicateurs ont enregistré des variations négatives importantes depuis l'automne dernier. Toutefois, seulement deux de ces baisses sont statistiquement significatives : *reflète ma culture* (45 %, en baisse de 5 points) et *couvre les enjeux majeurs de façon équitable et équilibrée* (56 %, en baisse de 3 points).

Pourcentage des Canadiens qui ont accordé à CBC/Radio-Canada des notes élevées (8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points)⁷

	La programmation de CBC/Radio-Canada...	Automne 2014	Printemps 2015	Automne 2015	Printemps 2016	Automne 2016
<p>Indicateurs de rendement liés à la Loi sur la radiodiffusion</p>	est informative	69 %	67 %	67 %	68 %	65 %
	est éclairante	58 %	56 %	56 %	58 %	55 %
	est divertissante	54 %	54 %	51 %	52 %	50 %
	est disponible sur les nouvelles plateformes	67 %	67 %	60 %	61 %	61 %
	est de grande qualité	64 %	69 %	70 %	65 %	68 %
	est différentes de celle offerte par les concurrents	46 %	44 %	45 %	48 %	46 %
	reflète les différentes régions du Canada	66 %	67 %	66 %	65 %	68 %
	reflète ma région	44 %	45 %	43 %	44 %	46 %
	reflète la diversité du Canada	53 %	54 %	54 %	56 %	55 %
	reflète ma culture	44 %	50 %	50 %	43 %	45 %
	<p>Les émissions d'information de CBC/Radio-Canada...</p>	reflètent une diversité d'opinions	56 %	55 %	54 %	55 %
couvrent les enjeux majeurs de façon équitable et équilibrée		58 %	59 %	59 %	56 %	56 %
CBC/Radio-Canada...						
<p>Indicateurs de rendement liés à la vision</p>	est personnellement importante pour moi	60 %	57 %	57 %	56 %	54 %
	prête une oreille attentive à ses auditoires	45 %	48 %	45 %	44 %	44 %
	appuie la création de contenu canadien original	65 %	64 %	62 %	61 %	63 %
	interagit activement avec les auditoires	47 %	48 %	48 %	48 %	48 %
	est le leader en matière de contenu canadien	62 %	61 %	61 %	59 %	60 %
	offre une place aux Canadiens pour partager leurs idées et leurs opinions avec les autres	53 %	58 %	55 %	55 %	57 %

⁷ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada (1 000 répondants de langue anglaise et 1 000 répondants de langue française par sondage). Les sondages sont effectués chaque année, à l'automne et au printemps.

MESURER NOTRE STRATÉGIE 2020

Les indicateurs de la Stratégie 2020 au 31 décembre 2016 sont présentés ci-dessous.

Indicateur	Résultats 2015-2016	Cibles 2016-2017	1 ^{er} avr. au 31 déc. 2016	Cibles 2020
Auditoire/marché				
1. Importance personnelle pour les Canadiens (% très important) ⁸	56,6 %	57,6 %	54,2 %	75,0 %
2. Les émissions d'information ont des opinions diversifiées et sont objectives (% fortement en accord) ⁸	56,2 %	56,5 %	53,5 %	57,0 %
3. Portée numérique de CBC/Radio-Canada (en millions) ⁹	14,6	16,5	16,6	18,0
4. Nombre d'interactions numériques avec CBC/Radio-Canada tous les mois (en millions) ¹⁰	103,8	117,2	133,7	95,0
5. Temps total passé avec CBC/Radio-Canada (en millions d'heures / semaine) ¹¹	171	177	N.D. ¹¹	173
Infrastructure				
6. Diminution de l'empreinte immobilière (en millions de pieds carrés de superficie locative) ¹²	3,9	3,9	3,9	2,0
Personnes				
7. Mobilisation des employés (% qui sont fiers d'être associés) ¹³	69,0 %	74,2 %	82,0 %	90,0 %
8. Diversité des employés (% des nouveaux employés) ¹⁴	18,5 %	23,2 %	18,7 %	23,2 %
Finances				
9. Cible de réduction des coûts atteinte (en millions \$)	62,0 \$	85,1 \$	87,5 \$	117,0 \$

N. D. non disponible

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

Auditoire/marché – Ce trimestre, les résultats du sondage de perception relatifs à l'importance personnelle pour les Canadiens (indicateur 1) et aux émissions d'information (indicateur 2) sont inférieurs aux cibles pour 2016-2017. Les résultats pour l'année complète nous permettront de déterminer s'il s'agit d'une tendance ou d'une fluctuation passagère des données.

Au 31 décembre 2016, nos indicateurs liés à la portée numérique (indicateur 3) et au nombre d'interactions numériques par mois (indicateur 4) étaient en hausse par rapport aux résultats de l'exercice précédent et dépassaient les cibles pour 2016-2017. Nos interactions numériques (indicateur 4) ont été stimulées par notre couverture des Jeux Olympiques de Rio 2016 en août, et de l'élection présidentielle américaine en novembre.

Infrastructure – L'indicateur 6 atteint la cible pour 2016-2017. Nous devrions considérablement réduire notre empreinte immobilière après la vente de la Maison de Radio-Canada actuelle et le déménagement dans un immeuble loué, prévu pour l'exercice 2019-2020.

Personnes – L'amélioration notable du climat organisationnel et de l'environnement de travail réalisée cette année explique en grande partie notre résultat au chapitre de la mobilisation des employés (indicateur 7), supérieur à la cible annuelle de près de huit points de pourcentage.

L'indicateur sur la diversité des employés (indicateur 8) est actuellement au-dessous de la cible, du fait que la diversité des candidats recrutés à l'externe a été inférieure à la disponibilité dans l'industrie d'après le Recensement de 2011. Au troisième trimestre, nous avons connu notre meilleur rendement depuis l'introduction de cet indicateur, mais du travail reste à faire pour atteindre notre cible. L'inclusion et la diversité sont plus que jamais au centre de nos préoccupations, et nous avons lancé plusieurs initiatives qui – à notre avis – nous permettront d'attirer plus de candidats externes et de mieux retenir les employés issus de la diversité afin de mieux refléter la composition de la population canadienne.

Finances – Les réductions de coûts (indicateur 9) étaient supérieures à la cible pour 2016-2017.

⁸ Source : Sondage Mission Metrics, TNS Canada. Pourcentage de répondants ayant accordé une note de 8, 9 ou 10 sur une échelle de 10 points.

⁹ Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visiteurs uniques.

¹⁰ Source : comScore, mesure multiplateforme, moyenne mensuelle de visites.

¹¹ Source : Numeris, temps consacré à l'écoute de nos services de télévision et de radio; Adobe SiteCatalyst et comScore, temps consacré à l'utilisation de nos services Internet. À l'automne 2016, Numeris a modifié sa méthodologie en offrant aux participants une option de cahier d'écoute en ligne plutôt qu'un cahier en papier. Numeris reconnaît que cette amélioration dans sa méthodologie a pu avoir une incidence sur les résultats, et elle conseille à ses membres d'en tenir compte dans l'évaluation des résultats de l'automne. Les résultats seront rendus publics dès que les répercussions de ce changement auront été évaluées.

¹² Nos résultats liés à la superficie locative excluent les locaux à l'extérieur du pays (p. ex., les bureaux à l'étranger), les sites d'émetteurs, les stationnements et les locaux loués uniquement pour l'entreposage (c.-à-d., ne servant pas aux activités de radiodiffusion).

¹³ Source : Gallup Consulting, sondage Dialogue 2015. Pourcentage des employés qui sont fiers d'être associés à CBC/Radio-Canada. Il s'agit donc de ceux qui ont accordé une note de 4 ou de 5 sur une échelle de 1 à 5 dans le cadre d'un sondage auprès d'un échantillon représentatif d'employés.

¹⁴ Cette mesure vise trois groupes : les Autochtones, les personnes handicapées et les membres de minorités visibles. Elle correspond au pourcentage de nouveaux employés recrutés à l'externe pour des postes de 13 semaines et plus.

MESURER NOS COMPOSANTES MÉDIAS

RÉSULTATS DES SERVICES FRANÇAIS

		Résultats 2015-2016	1 ^{er} avr. au 31 déc. 2015	Cibles 2016-2017	1 ^{er} avr. au 31 déc. 2016
Réseaux de radio					
ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE et ICI MUSIQUE	<i>Part d'auditoire de la journée complète</i> ¹⁵	21,8 %	21,8 %	21,8 %	N. D. ¹⁵
Télévision					
ICI RADIO-CANADA TÉLÉ	<i>Part d'auditoire aux heures de grande écoute</i> ¹⁶	19,9 %	19,2 %	19,5 %	20,2 %
ICI RDI, ICI ARTV, ICI EXPLORA	<i>Part d'auditoire de la journée complète</i> ¹⁷	4,7 %	4,7 %	4,7 %	4,8 %
Service régional					
ICI RADIO-CANADA PREMIÈRE	<i>Part d'auditoire des émissions du matin</i> ¹⁵	19,9 %	19,9 %	18,9 %	N. D. ¹⁵
Téléjournal 18h	<i>Auditoire moyen par minute</i> ¹⁷	319 milliers	306 milliers	319 milliers	305 milliers
Offre régionale d'ICI Radio-Canada.ca	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> ¹⁸	0,7 million	0,7 million	1,2 millions	1,3 millions
Numérique					
Offre numérique de Radio-Canada	<i>Moyenne mensuelle, visiteurs uniques</i> ¹⁹	3,0 millions	2,8 millions	3,4 millions	3,7 millions
Chaînes de télévision spécialisées					
ICI RDI	<i>Abonnés</i>	10,7 millions	10,8 millions	S. O. ²⁰	S. O. ²⁰
ICI ARTV	<i>Abonnés</i>	1,8 million	1,8 million	S. O. ²⁰	S. O. ²⁰
ICI EXPLORA	<i>Abonnés</i>	0,8 million	0,7 million	S. O. ²⁰	S. O. ²⁰
Revenus²¹					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		216 millions \$	160 millions \$	201 millions \$	154 millions \$

N. D. non disponible / S. O. sans objet

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

Les Services français devraient atteindre, voire dépasser, la plupart de leurs cibles de rendement pour 2016-2017. Voici les faits saillants du trimestre :

Télévision – À mi-parcours de la saison de programmation régulière, ICI RADIO-CANADA TÉLÉ enregistre des résultats supérieurs à la cible avec une part d'auditoire moyenne de 20,2 %, aux heures de grande écoute. Ces résultats positifs sont dus au retour de succès populaires comme *Unité 9*, *Mémoires vives* et *Tout le monde en parle*, ainsi qu'à l'ajout à la grille d'automne de nouvelles émissions comme la quotidienne *District 31*, qui attire en moyenne plus d'un million de téléspectateurs tous les jours²².

La part d'auditoire combinée d'ICI RDI, d'ICI ARTV et d'ICI EXPLORA, à 4,8 %, est légèrement supérieure à la cible. ICI RDI a enregistré de grosses cotes d'écoute durant la dernière ligne droite de l'élection présidentielle américaine, et d'autres événements de la scène politique québécoise ont aussi fait croître les niveaux d'auditoire. L'ajout de contenus canadiens originaux à notre programmation a contribué à la performance d'ICI ARTV et d'ICI EXPLORA. De son côté, ICI ARTV a profité du retour de Marc Labrèche à la télévision avec son émission *Info, sexe et mensonges*, tandis que les cotes d'écoute d'ICI EXPLORA ont continué d'augmenter grâce à l'arrivée de nouvelles émissions comme *Les aventures du Pharmacien*.

Service régional – Les cotes d'écoute des *Téléjournaux 18 h* sont actuellement inférieures à la cible, mais on devrait voir une amélioration à la saison d'hiver. Le nombre de personnes qui consultent notre offre numérique régionale est supérieur à la cible.

Services numériques – Les Canadiens fréquentent en grand nombre nos plateformes numériques, qui reçoivent en moyenne 3,7 millions de visiteurs uniques par mois depuis avril. Près de la moitié d'entre eux consultent maintenant nos contenus sur des appareils mobiles, et leur nombre est en croissance constante. Au troisième trimestre, les contenus originaux et distinctifs publiés sur Radio-Canada.ca à propos de l'élection présidentielle américaine ont généré un achalandage important.

Revenus – Malgré un marché de la publicité à la télévision difficile, nous sommes en passe d'atteindre notre cible en matière de revenus en raison des très bonnes cotes d'écoute.

¹⁵ Source : Numeris, cahiers d'écoute de l'automne, francophones du Québec âgés de 12 ans et plus. Émissions du matin : du lundi au vendredi, de 6 h à 9 h. À l'automne 2016, Numeris a modifié sa méthodologie en offrant aux participants une option de cahier d'écoute en ligne plutôt qu'un cahier en papier. Numeris reconnaît que cette amélioration dans sa méthodologie a pu avoir une incidence sur les résultats, et elle conseille à ses membres d'en tenir compte dans l'évaluation des résultats de l'automne. Les résultats seront rendus publics dès que les répercussions de ce changement auront été évaluées.

¹⁶ Source : Numeris, audimètres portables, francophones du Québec âgés de 2 ans ou plus, saison régulière d'ICI RADIO-CANADA TÉLÉ (septembre à mars).

¹⁷ Source : Numeris, audimètres portables, francophones du Québec âgés de 2 ans ou plus, avril à mars.

¹⁸ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars. En 2015-2016, la mesure de l'offre régionale d'ICI Radio-Canada.ca tenait compte de l'utilisation des services sur ordinateur uniquement. Comme les données multiplateformes pour la période d'avril à juillet 2016 étaient limitées, le résultat de 2016-2017 correspondra au nombre moyen de visiteurs uniques par mois d'août 2016 à mars 2017.

¹⁹ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars. Offre numérique de Radio-Canada : ICI.Radio-Canada.ca, ICI.Tou.tv, ICI.Musique.ca, RCInet.ca, ICI.ARTV.ca et ICI.EXPLORAtv.ca.

²⁰ Non publié pour des raisons de concurrence

²¹ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu).

²² Source : Numeris.

RÉSULTATS DES SERVICES ANGLAIS

		Résultats 2015-2016	1 ^{er} avr. au 31 déc. 2015	Cibles 2016-2017	1 ^{er} avr. au 31 déc. 2016
Réseaux de radio					
CBC Radio One et CBC Radio 2	Part d'auditoire de la journée complète ²³	18,5 %	18,5 %	18,7 %	N. D. ²³
Télévision					
CBC Television	Part d'auditoire aux heures de grande écoute ²⁴	5,8 %	5,6 %	6,0 %	5,3 %
CBC News Network	Part d'auditoire de la journée complète ²⁵	1,7 %	1,8 %	1,5 %	1,6 %
Service régional					
CBC Radio One	Part d'auditoire des émissions du matin ²³	20,4 %	20,4 %	20,4 %	N. D. ²³
Bulletins télévisés de nouvelles locales de 18:00	Auditoire moyen par minute ²⁶	345 milliers	331 milliers	345 milliers	303 milliers
Offre régionale de CBC.ca	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ²⁷	4,3 millions	4,2 millions	10,1 M	10,5 millions
Numérique					
Offre numérique de CBC	Moyenne mensuelle, visiteurs uniques ²⁸	12,4 millions	12,0 millions	14,1 millions	14,6 millions
Chaînes de télévision spécialisées					
CBC News Network	Abonnés	11,0 millions	11,1 millions	S. O. ²⁹	S. O. ²⁹
documentary	Abonnés	2,5 millions	2,6 millions	S. O. ²⁹	S. O. ²⁹
Revenus³⁰					
Services généralistes, spécialisés et en ligne		260 millions \$	201 millions \$	211 millions \$	170 millions \$

N. D. non disponible / S. O. sans objet

Nos indicateurs de rendement évoluent au fil de la transformation numérique de l'industrie médiatique. Les Canadiens consomment aujourd'hui sur de multiples appareils (téléphones intelligents, tablettes, téléviseurs intelligents, etc.) des contenus proposés par un nombre croissant de fournisseurs. Au fil de l'évolution des habitudes des consommateurs, les entreprises spécialisées dans la mesure d'auditoires, de même que la Société, raffinent leurs méthodologies et adoptent de nouvelles technologies leur permettant de recueillir des données précises et exhaustives. Comme certaines de ces données sont employées pour mesurer notre rendement stratégique et opérationnel, il nous faudra peut-être revoir nos cibles et nos résultats antérieurs afin de faciliter la comparaison des données.

Voici les faits saillants du trimestre :

Télévision – Les cotes d'écoute de CBC Television étaient en hausse à l'automne, notamment grâce à de nouvelles séries à succès comme *Kim's Convenience* et au retour de grands favoris du public comme *Murdoch Mysteries* et *The Nature of Things*, toutes des créations canadiennes. Nous suivrons le rendement de la programmation aux heures de grande écoute au cours du prochain trimestre.

Les résultats de CBC News Network pour les neuf premiers mois de l'exercice sont supérieurs à la cible, stimulés par la couverture de grands événements internationaux et, plus particulièrement, de l'incendie de Fort McMurray au début de l'exercice.

Service régional – Les cotes d'écoute des bulletins de nouvelles locales de 18 h sont inférieures à celles de l'année dernière. On devrait voir une amélioration à la saison d'hiver. Grâce à un investissement accru dans le cadre de notre nouvelle stratégie locale, nous avons étendu substantiellement la portée de notre offre régionale numérique, comme le montre le nombre moyen de visiteurs uniques par mois.

Services numériques – Le rendement de nos plateformes numériques est solide avec un nombre moyen de visiteurs uniques par mois bien au-delà de la cible et des résultats de l'exercice précédent. Cette hausse est attribuable à une nouvelle programmation et à des ressources bonifiées.

Revenus – Les revenus annuels sont actuellement en passe d'atteindre la cible établie. Des résultats positifs au titre de la publicité numérique y contribuent, mais ils sont en partie compensés par la faiblesse du marché publicitaire à la télévision traditionnelle.

²³ Source : Numeris, sondage d'automne (cahiers d'écoute), personnes de 12 ans et plus. Émissions du matin : du lundi au vendredi, de 6 h à 8 h 30. À l'automne 2016, Numeris a modifié sa méthodologie en offrant aux participants une option de cahier d'écoute en ligne plutôt qu'un cahier en papier. Numeris reconnaît que cette amélioration dans sa méthodologie a pu avoir une incidence sur les résultats, et elle conseille à ses membres d'en tenir compte dans l'évaluation des résultats de l'automne. Les résultats seront rendus publics dès que les répercussions de ce changement auront été évaluées.

²⁴ Source : Numeris, audimètres portables, personnes âgées de 2 ans ou plus, saison régulière de CBC Television (octobre à mars).

²⁵ Source : Numeris, audimètres portables, personnes âgées de 2 ans ou plus, avril à mars.

²⁶ Source : Numeris, audimètres portables, personnes âgées de 2 ans ou plus, bulletins de nouvelles locales de 18 h de CBC Television pendant la saison régulière (septembre à mars). En 2015-2016, la saison régulière a commencé en octobre avec le lancement de la nouvelle programmation.

²⁷ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars. En 2015-2016, la mesure de l'offre régionale de CBC.ca tenait compte de l'utilisation des services sur ordinateur uniquement. Comme les données multiplateformes pour la période d'avril à juillet 2016 étaient limitées, le résultat de 2016-2017 correspondra au nombre moyen de visiteurs uniques par mois d'août 2016 à mars 2017.

²⁸ Source : comScore Media Metrix, visiteurs uniques, utilisation sur ordinateur (2 ans et plus) et sur appareil mobile (18 ans et plus), avril à mars.

²⁹ Non publié pour des raisons de concurrence.

³⁰ Comprend les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement et autres revenus (p. ex., distribution de contenu). Ne comprend pas les revenus provenant des Jeux Olympiques et de l'entente avec Rogers Communications Inc. qui prévoit la poursuite de la diffusion des matchs de hockey du samedi soir et des séries éliminatoires à *Hockey Night in Canada*. Les revenus inclus dans les résultats des exercices précédents pour les Jeux panaméricains de 2015 à Toronto représentent la somme des revenus tirés par les Services français et les Services anglais pour cet événement.

CONTENU CANADIEN

Le CRTC établit le cadre réglementaire en matière de contenu canadien à la télévision, et fixe les conditions de licence pour ICI RADIO-CANADA TÉLÉ et CBC Television. Pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion, au moins 75 % du contenu diffusé doit être canadien. Durant les heures de grande écoute, le minimum passe à 80 %. Ces deux mesures sont des moyennes calculées sur toute l'année de radiodiffusion, soit du 1^{er} septembre au 31 août. Le tableau ci-dessous donne les résultats pour l'année de radiodiffusion en cours et pour l'année précédente. Au cours de ces deux périodes, ICI RADIO-CANADA TÉLÉ et CBC Television ont dépassé les attentes du CRTC en matière de contenu canadien, que ce soit pour l'ensemble de la journée de radiodiffusion ou aux heures de grande écoute.

		Conditions de licence annuelles	Résultats 1 ^{er} sept. 2014 au 31 août 2015	Résultats 1 ^{er} sept. 2015 au 31 août 2016
ICI RADIO-CANADA TÉLÉ				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	82 %	84 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	91 %	94 %
CBC Television				
Journée de radiodiffusion	(lundi au dimanche, 6 h à minuit)	75 %	92 %	84 %
Heures de grande écoute	(lundi au dimanche, 19 h à 23 h)	80 %	87 %	85 %



Ify Chiwetelu et Trevor Dineen, animateurs de *Now or Never*, CBC Radio One

ANALYSE DES RÉSULTATS

RÉSULTAT EN IFRS ET RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Nos résultats financiers sont analysés plus en détail ci-après.

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Revenus	138 045	139 173	(0,8)	429 476	400 051	7,4
Dépenses	(445 132)	(418 558)	(6,3)	(1 229 689)	(1 157 324)	(6,3)
Résultat avant financement public et éléments hors exploitation	(307 087)	(279 385)	(9,9)	(800 213)	(757 273)	(5,7)
Financement public	288 777	254 121	13,6	767 966	666 074	15,3
Résultat avant éléments hors exploitation	(18 310)	(25 264)	27,5	(32 247)	(91 199)	64,6
Éléments hors exploitation	(93)	(1 817)	94,9	(2 214)	358	N. S.
Résultat net de la période en IFRS	(18 403)	(27 081)	32,0	(34 461)	(90 841)	62,1
Éléments ne contribuant pas aux fonds d'exploitation ou ne nécessitant pas d'apport en fonds d'exploitation						
Régimes de retraite et autres avantages du personnel	14 570	15 542	(6,3)	36 646	51 216	(28,4)
Amortissement et coûts de mise hors service, déduction faite de l'amortissement du financement des immobilisations différé	5 519	4 308	28,1	16 775	14 842	13,0
Autres provisions pour des éléments hors trésorerie	7 071	5 497	28,6	(15 674)	(11 343)	(38,2)
Résultat d'exploitation sur une base courante ⁽¹⁾	8 757	(1 734)	N. S.	3 286	(36 126)	N. S.

N. S. non significatif

⁽¹⁾ Le résultat d'exploitation sur une base courante n'est pas une mesure conforme aux IFRS. Une explication du résultat d'exploitation sur une base courante est présentée ci-dessous.

RÉSULTAT NET DU TRIMESTRE EN IFRS

Le résultat net en IFRS du troisième trimestre correspond à une perte de 18,4 millions de dollars, contre une perte de 27,1 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Depuis le début de l'exercice, le résultat net en IFRS équivaut à une perte de 34,5 millions de dollars, un résultat supérieur de 56,4 millions de dollars, ou 62,1 %, par rapport à la perte enregistrée à la période comparable de l'exercice précédent. L'effet combiné de l'augmentation du financement public et de la diminution de notre charge de retraite a contribué à cette amélioration des résultats. Ces changements ont plus que compensé l'augmentation des dépenses liées aux événements et au contenu découlant de la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016 au dernier trimestre et des investissements faits dans nos priorités stratégiques tout au long de l'exercice.

Le résultat net en IFRS comprend des éléments qui ne nécessitent pas d'apport en fonds d'exploitation ou qui ne contribuent pas aux fonds d'exploitation dans la période considérée, comme il est expliqué plus en détail ci-après.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION SUR UNE BASE COURANTE

Le résultat d'exploitation sur une base courante du trimestre correspond à un gain de 8,8 millions de dollars, contre une perte de 1,7 million de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est conforme à l'amélioration du résultat net en IFRS telle qu'expliquée ci-dessus. Le résultat d'exploitation sur une base courante depuis le début de l'exercice affiche un gain de 3,3 millions de dollars, contre une perte de 36,1 millions de dollars enregistrée pour la même période de l'exercice précédent.

Nous définissons le résultat d'exploitation sur une base courante comme le résultat net en IFRS diminué des ajustements pour les dépenses qui n'exigent pas le décaissement de fonds d'exploitation sur une période d'un an, et des ajustements pour les revenus qui ne génèrent pas de fonds d'exploitation sur une période d'un an. La direction se sert de cette mesure régulièrement pour suivre la performance de la Société et pour tenir le budget de la Société en équilibre constant avec les crédits parlementaires. Nous considérons qu'elle constitue une information complémentaire utile pour les lecteurs de nos rapports financiers, même s'il est vrai qu'elle n'a pas de sens normalisé prescrit par les IFRS et qu'il est peu probable qu'elle puisse être comparée avec les mesures présentées par d'autres entreprises.

Un ajustement est effectué pour éliminer les dépenses sans effet sur la trésorerie au titre des régimes de retraite et des autres avantages du personnel postérieurs à l'emploi, qui représentent l'excédent des dépenses calculées selon les IFRS sur les cotisations monétaires réelles de la période. Des ajustements concernent également d'autres éléments hors trésorerie, comme l'amortissement et la mise hors service d'immobilisations corporelles; l'amortissement du financement des immobilisations différé; et les congés annuels non budgétaires. D'autres postes moins significatifs principalement reliés aux avantages du personnel, auxquels des fonds ne sont pas affectés ou qui ne génèrent pas de fonds dans la période considérée, sont ajustés aux fins du rapprochement du résultat net avec le résultat d'exploitation sur une base courante.

REVENUS

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Revenus publicitaires						
Services anglais	38 835	37 586	3,3	137 584	94 254	46,0
Services français	38 749	38 400	0,9	97 753	93 291	4,8
	77 584	75 986	2,1	235 337	187 545	25,5
Revenus d'abonnement						
Services anglais	17 749	18 471	(3,9)	53 805	55 388	(2,9)
Services français	14 758	15 204	(2,9)	44 744	45 585	(1,8)
	32 507	33 675	(3,5)	98 549	100 973	(2,4)
Revenus financiers et autres revenus						
Services anglais	9 889	10 738	(7,9)	44 586	60 765	(26,6)
Services français	8 033	8 786	(8,6)	20 226	20 517	(1,4)
Services institutionnels	10 032	9 988	0,4	30 778	30 251	1,7
	27 954	29 512	(5,3)	95 590	111 533	(14,3)
TOTAL	138 045	139 173	(0,8)	429 476	400 051	7,4

Les revenus ont reculé de 1,1 million de dollars (0,8 %) au troisième trimestre de 2016-2017 comparativement à la même période de l'exercice précédent.

REVENUS PUBLICITAIRES

Nos revenus publicitaires ont augmenté de 1,6 million de dollars (2,1 %) dans le trimestre considéré, et de 47,8 millions de dollars (25,5 %) depuis le début de l'exercice. Nos revenus publicitaires sont déterminés par les activités courantes, mais aussi par les événements que nous diffusons.

ÉVÉNEMENTS

Aucun événement générateur de revenus publicitaires n'a eu lieu ce trimestre, ou au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus tirés des événements depuis le début de l'exercice ont été plus élevés en raison du volume de publicités diffusées pendant la période des Jeux Olympiques de Rio 2016. Les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent incluaient les revenus publicitaires générés par notre couverture des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto.

ACTIVITÉS COURANTES

Nos revenus publicitaires pour le trimestre ont augmenté de 1,6 million de dollars en raison d'une hausse des revenus numériques dans les marchés anglophones, en partie parce que plusieurs événements importants ont marqué l'actualité dans les derniers mois de 2016. L'augmentation des revenus a été quelque peu compensée par les facteurs suivants :

- L'affaiblissement du marché canadien de la publicité télévisuelle. Notre programmation des fêtes a eu des retombées positives, mais le marché des plateformes traditionnelles souffre toujours d'un recul des auditoires parmi les personnes de 25 à 54 ans. Comme ce segment influence particulièrement les acheteurs-médias, nous continuons de surveiller attentivement le marché et notre performance dans ce segment.
- Le CRTC a annoncé que nous ne pourrions plus diffuser de messages publicitaires sur CBC Radio 2 et sur ICI MUSIQUE, ce qui aura des répercussions sur nos revenus, mais dans une moindre mesure.

Les effets du ralentissement du marché de la publicité à la télévision ont été plus prononcés depuis le début de l'exercice : le marché est en baisse de 1,5 % comparativement à l'exercice précédent (avril à décembre). Ce recul a causé une diminution globale des revenus publicitaires tirés de nos activités courantes.

REVENUS D'ABONNEMENT

Depuis le début de l'exercice, nos revenus d'abonnement ont accusé des baisses de 1,2 million de dollars (3,5 %) au troisième trimestre et de 2,4 millions de dollars (2,4 %) comparativement à la même période l'an dernier. **CBC News Network**, **ICI ARTV** et **ICI RDI** ont vu leur nombre d'abonnés diminuer sous l'effet des tendances au désabonnement et à la réduction des services, et de l'introduction des petits forfaits de base à la suite de l'instance *Parlons télé* du CRTC.

Ces baisses de revenus ont été en partie compensées par les résultats toujours excellents d'**ICI TOU.TV EXTRA**. Cette réussite démontre aussi comment CBC/Radio-Canada devient plus numérique et, dans cette optique, explore de nouvelles façons de distribuer ses contenus. L'augmentation du nombre d'abonnés à **ICI EXPLORA** nous a également permis d'atténuer, dans une moindre mesure, la baisse générale des revenus d'abonnement.

REVENUS FINANCIERS ET AUTRES REVENUS

La diminution de 1,6 million de dollars (5,3 %) de nos revenus financiers et autres revenus au trimestre considéré, et de 15,9 millions de dollars (14,3 %) depuis le début de l'exercice, résulte principalement des facteurs suivants :

ÉVÉNEMENTS

Aucun événement générateur d'autres revenus n'a eu lieu ce trimestre, ou au troisième trimestre de l'exercice précédent.

Les revenus tirés des événements depuis le début de l'exercice ont diminué de 19,3 millions de dollars (78,8 %) en raison principalement de nos activités de diffuseur hôte des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto en 2015-2016. Cette diminution a été en partie compensée par les revenus additionnels tirés des licences pour les Jeux Olympiques de Rio 2016 en 2016-2017.

ACTIVITÉS COURANTES

Au troisième trimestre, les revenus financiers et autres revenus tirés des activités courantes ont diminué de 1,6 million de dollars (5,3 %), surtout en raison d'une baisse des ventes de contenus.

Depuis le début de l'exercice, nos revenus financiers et autres revenus ont augmenté de 3,3 millions de dollars (3,8 %) en raison des facteurs suivants :

- Augmentation des revenus provenant de la vente d'émissions et de commandites.
- Comptabilisation des revenus ponctuels tirés d'un règlement suite à la fin d'une entente concernant deux stations affiliées.

Ces augmentations ont été en partie compensées par la baisse des revenus de location d'installations auprès de producteurs indépendants, conformément à la stratégie de CBC/Radio-Canada de réduire ses ressources de production.



L'auberge du chien noir, ICI RADIO-CANADA TÉLÉ

DÉPENSES D'EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques						
Services anglais	242 897	220 343	10,2	659 021	603 482	9,2
Services français	177 574	171 853	3,3	495 161	476 279	4,0
	420 471	392 196	7,2	1 154 182	1 079 761	6,9
Autres dépenses d'exploitation						
Coûts de transmission, distribution et collecte	16 694	17 947	(7,0)	50 122	52 006	(3,6)
Administration nationale	2 596	2 625	(1,1)	7 495	7 340	2,1
Paiements aux stations privées	64	213	(70,0)	488	1 147	(57,5)
Charges financières	6 333	6 948	(8,9)	19 665	21 183	(7,2)
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	(1 026)	(1 371)	25,2	(2 263)	(4 113)	45,0
	24 661	26 362	(6,5)	75 507	77 563	(2,7)
TOTAL	445 132	418 558	6,3	1 229 689	1 157 324	6,3

Nos dépenses d'exploitation ont augmenté de 26,6 millions de dollars (6,3 %) au troisième trimestre de 2016-2017, et de 72,4 millions de dollars (6,3 %) depuis le début de l'exercice. Les principales variations constatées sont examinées ci-dessous.

COÛTS DES SERVICES DE TÉLÉVISION, DE RADIO ET DES SERVICES NUMÉRIQUES

Les coûts rattachés aux services de télévision et de radio ainsi qu'aux services numériques ont augmenté de 28,3 millions de dollars (7,2 %) dans le trimestre considéré et de 74,4 millions de dollars (6,9 %) depuis le début de l'exercice. Nos dépenses sont déterminées par les activités courantes, mais aussi par les événements que nous diffusons.

ÉVÉNEMENTS

Aucune dépense liée à des événements n'a été engagée ce trimestre, ou au troisième trimestre de l'exercice précédent.

La hausse des dépenses découlant d'événements observée depuis le début de l'exercice résulte des coûts d'acquisition des droits de diffusion et des coûts de production entraînés par la diffusion des Jeux Olympiques de Rio 2016. Au dernier exercice, ces dépenses étaient occasionnées par la diffusion des Jeux panaméricains et parapanaméricains de 2015 à Toronto.

ACTIVITÉS COURANTES

Les coûts associés à nos activités courantes ont augmenté de 28,3 millions de dollars au troisième trimestre et de 16,9 millions de dollars depuis le début de l'exercice, principalement du fait de nos investissements continus dans de nouveaux contenus :

- **Télévision** : Des dépenses additionnelles ont été engagées pour ajouter à nos grilles de nouvelles séries humoristiques et dramatiques.
- **Radio parlée et musicale**.
- **Nouvelles et affaires publiques** : L'amélioration des services numériques et de la couverture de l'actualité internationale a entraîné une augmentation des dépenses.

De plus, nous avons mis en œuvre plusieurs initiatives techniques afin de mieux soutenir notre virage numérique, et nous avons engagé des dépenses additionnelles pour soutenir nos chaînes spécialisées et le lancement de notre programmation d'automne.

Nous avons réalisé ces investissements additionnels dans nos contenus et nos capacités techniques tout en continuant d'appliquer notre plan stratégique. Ces hausses ont été en partie compensées par les initiatives de réduction des coûts et la diminution de notre charge de retraite.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

Les autres dépenses d'exploitation ont diminué de 1,7 million de dollars (6,5 %) au cours du troisième trimestre, et de 2,1 millions de dollars (2,7 %) au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2016-2017. Les principales variations constatées sont soulignées ci-dessous :

- La baisse des **coûts de transmission, de distribution et de collecte** de 1,3 million de dollars (7,0 %) au trimestre considéré et de 1,9 million de dollars (3,6 %) depuis le début de l'exercice est en partie attribuable à des dépenses moindres pour la technologie satellite et aux coûts ponctuels engagés l'an dernier pour la mise hors service d'équipement.
- La baisse des **paiements aux stations privées** de 0,7 million de dollars (57,5 %) comptabilisée depuis le début de l'exercice résulte de la fin d'une entente concernant deux stations affiliées en août 2015.

Notre **quote-part du résultat de l'entreprise associée** a diminué de 0,3 million de dollars (25,2 %) dans le trimestre considéré et de 1,9 million de dollars (45,0 %) depuis le début de l'exercice, étant donné surtout que nous n'avons pas reçu de dividende ordinaire de Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM) depuis le premier trimestre en raison de la vente en cours de notre participation dans cette entreprise. En janvier 2017, SiriusXM a annoncé le paiement d'un dividende régulier. Pour plus d'information sur notre participation dans une entreprise associée, veuillez consulter la note 8 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

FINANCEMENT PUBLIC

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation	264 666	229 752	15,2	695 628	591 794	17,5
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement	1 000	1 000	-	3 000	3 000	-
Amortissement du financement des immobilisations différé	23 111	23 369	(1,1)	69 338	71 280	(2,7)
TOTAL	288 777	254 121	13,6	767 966	666 074	15,3

Le **crédit parlementaire pour les activités d'exploitation** est comptabilisé en fonction des besoins en fonds de roulement, compte tenu des revenus et des dépenses budgétés pour la période. Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de l'exercice 2016-2017, le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation a été supérieur de 34,9 millions de dollars (15,2 %) et de 103,8 millions de dollars (17,5 %) respectivement par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Le crédit parlementaire comptabilisé pour le trimestre reflète à la fois la saisonnalité de nos activités et les tendances historiques observées.

À la suite de l'annonce faite en mars 2016 par le gouvernement fédéral voulant qu'il réinvestisse dans CBC/Radio-Canada, notre crédit parlementaire pour les activités d'exploitation devrait s'accroître de 75 millions de dollars en 2016-2017. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale reste à confirmer pour 2016-2017.

Le financement des immobilisations est comptabilisé à titre de **financement des immobilisations différé**. Il est amorti et comptabilisé comme revenu sur les mêmes périodes que celles où les immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées dans le cadre des activités de CBC/Radio-Canada. La diminution de 0,3 million de dollars (1,1 %) au trimestre considéré et de 1,9 million de dollars (2,7 %) depuis le début de l'exercice rend compte de la moins-value de notre portefeuille d'actifs, étant donné que nous réduisons notre empreinte immobilière et que nous simplifions notre infrastructure.

ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
(Perte) gain sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	(93)	(1 817)	94,9	(2 214)	358	N. S.
TOTAL	(93)	(1 817)	N. S.	(2 214)	358	N. S.

N. S. non significatif

La perte hors exploitation de 0,1 million de dollars comptabilisée ce trimestre résulte de la mise hors service d'actifs dans le cadre de nos activités courantes. Depuis le début de l'exercice, cette perte s'élève à 2,2 millions de dollars. Cette dernière résulte de la mise hors service d'actifs et d'une perte de valeur d'actifs classés comme détenus en vue de la vente après la réévaluation à la baisse de leur juste valeur estimée.

Au troisième trimestre de l'exercice précédent, la perte hors exploitation comptabilisée pour la mise hors service d'actifs dans le cadre de nos activités courantes a été de 1,8 million de dollars. Depuis le début de l'exercice, les pertes totales ont été plus que compensées par les gains tirés de la sortie de nos actifs de production mobile et du produit d'une réclamation d'assurance concernant un camion incendié, qui s'est élevé à 0,4 million de dollars.

TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Résultat net de la période	(18 403)	(27 081)	32,0	(34 461)	(90 841)	62,1
Autres éléments du résultat global						
Réévaluations des régimes de retraite à prestations définies	276 189	177 514	N. S.	121 497	312 767	N. S.
Total du résultat global de la période	257 777	150 433	71,4	87 036	221 926	(60,8)

N. S. non significatif

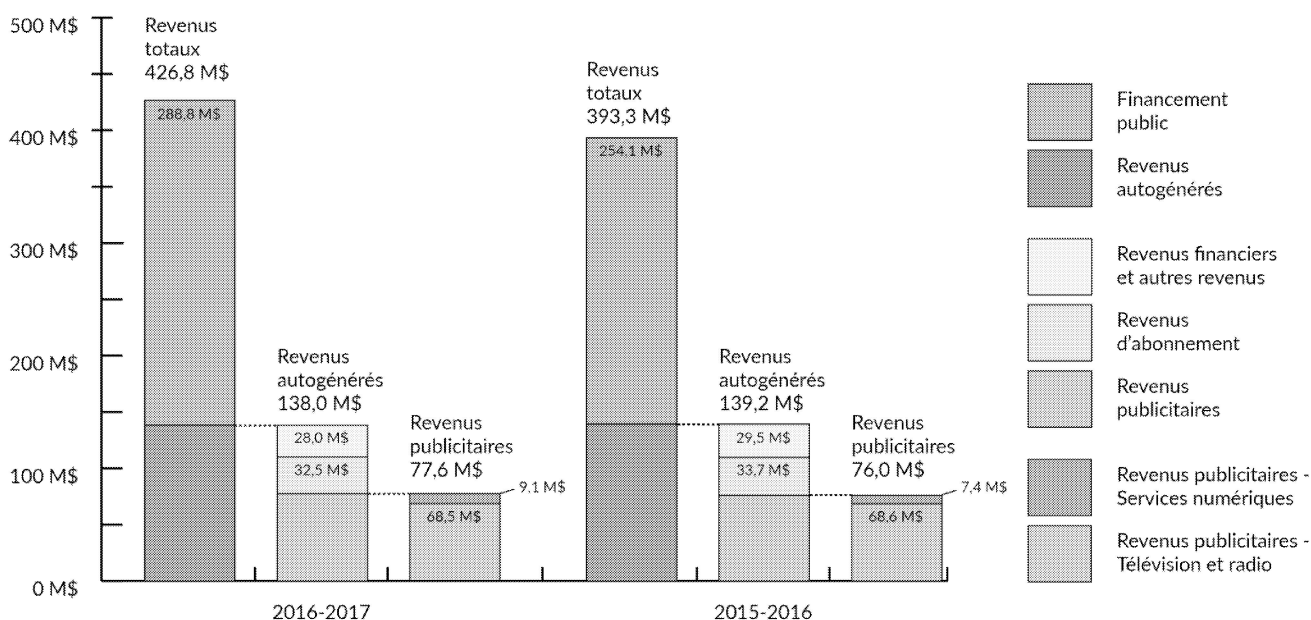
Le total du résultat global du trimestre considéré s'élève à 257,8 millions de dollars, comparativement à 150,4 millions de dollars dans le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Outre le résultat net, le total du résultat global comprend des réévaluations de nos régimes de retraite. Ces réévaluations surviennent quand les résultats réels ou les taux d'intérêt diffèrent des hypothèses actuarielles, entraînant d'importantes variations hors trésorerie des obligations et des actifs de nos régimes de retraite. Les variations sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global dans chaque période de présentation de l'information financière.

Des réévaluations de nos régimes de retraite à prestations définies, qui ont eu pour effet d'augmenter l'obligation au titre des prestations de retraite correspondante, se sont traduites par un gain de 276,2 millions de dollars pour le trimestre considéré. Cette augmentation de l'obligation au titre des prestations de retraite s'explique par la révision à la hausse de 50 points de base du taux d'actualisation appliqué pour évaluer ce passif à long terme, laquelle a été compensée en partie par le rendement de l'actif du régime, qui a été inférieur aux estimations faisant partie de nos hypothèses actuarielles. Depuis le début de l'exercice, un écart favorable entre le rendement réel des actifs du régime et le rendement appliqué dans nos hypothèses a donné lieu à un gain de 121,5 millions de dollars au titre de nos régimes de retraite à prestations définies.

RESSOURCES EN CAPITAL, SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

RESSOURCES EN CAPITAL DU T3

Nous disposons de quatre sources de financement direct : les crédits parlementaires (pour les activités d'exploitation, le fonds de roulement et les dépenses en immobilisations), les revenus publicitaires, les revenus d'abonnement, et les revenus financiers et autres revenus.



Financement public (68 % des sources de financement au troisième trimestre de 2016-2017) : Un financement public de 288,8 millions de dollars a été comptabilisé pendant le trimestre, y compris 23,1 millions de dollars attribuables à l'amortissement du financement des immobilisations différé. En mars 2016, le gouvernement fédéral a annoncé un important réinvestissement dans CBC/Radio-Canada sous la forme d'une injection supplémentaire de 75 millions de dollars en 2016-2017 et de 150 millions de dollars par an par la suite, à titre permanent. Le financement accordé au titre de l'inflation salariale reste à confirmer pour 2016-2017.

Revenus publicitaires (18 % des sources de financement au troisième trimestre de 2016-2017) : Comprend la vente d'espace publicitaire sur nos chaînes de télévision généralistes et spécialisées et sur d'autres plateformes, dans le cadre des activités courantes mais aussi des événements. Les revenus publicitaires tirés des événements peuvent avoir un impact significatif sur les revenus autogénérés de la Société.

La proportion des revenus publicitaires tirés des activités courantes par rapport au total des revenus autogénérés et des sources de financement a diminué en raison du marché qui se détourne de plus en plus des plateformes publicitaires traditionnelles. La croissance de la publicité numérique constitue une source émergente de revenus autogénérés, mais elle ne suffit pas à contrebalancer la contraction des revenus tirés de la publicité à la télévision.

Revenus d'abonnement (8 % des sources de financement au troisième trimestre de 2016-2017) : Revenus d'abonnement de nos services spécialisés – CBC News Network, *documentary*, ICI EXPLORA, ICI ARTV, ICI RDI, le nouveau service ICI TOU.TV EXTRA et Curio.ca. Les revenus d'abonnement continuent d'être affectés par la tendance au désabonnement et les effets de changements récents à la réglementation instaurés par le CRTC (forfait de télévision de base abordable, petits forfaits de télévision et chaînes de télévision à la carte).

Revenus financiers et autres revenus (6 % des sources de financement au troisième trimestre de 2016-2017) : Comprennent les revenus tirés des activités courantes et des événements, pour des activités telles que la location d'actifs immobiliers, la vente de contenus, la location d'espaces aux sites d'émetteurs, les services de diffuseur hôte et les contributions du Fonds des médias du Canada.

PLAN D'EMPRUNT

L'article 46.1 de la *Loi sur la radiodiffusion* accorde à CBC/Radio-Canada le pouvoir de contracter des emprunts ne dépassant pas 220,0 millions de dollars, ou des emprunts de tout montant supérieur autorisés par le Parlement, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances. Le paragraphe 54(3.1) de la *Loi* stipule que notre plan d'emprunt doit être inclus dans notre plan d'entreprise. Les emprunts visant à financer le fonds de roulement sont interdits.

En vertu du paragraphe 47(1) de la *Loi sur la radiodiffusion*, la Société a la qualité de mandataire de Sa Majesté et, de ce fait, jouit des mêmes immunités, privilèges et prérogatives constitutionnels que Sa Majesté (l'État). Sa Majesté, ou l'État, est aussi entièrement responsable de toutes nos actions et décisions lorsque nous exécutons notre mandat, et elle en assume tous les risques financiers. En d'autres mots, les actifs et les passifs de la Société sont les actifs et les passifs de l'État.

SITUATION FINANCIÈRE ET LIQUIDITÉS

Pour financer nos activités d'exploitation et nos besoins en capitaux afin d'évoluer dans un environnement à forte composante technologique, nous dépendons des crédits parlementaires que nous recevons du gouvernement et des revenus que nous tirons de nos activités commerciales. Nos principales sources de liquidités sont les crédits parlementaires qui nous sont versés pour financer nos activités d'exploitation, nos immobilisations et notre fonds de roulement, ainsi que nos revenus autogénérés de provenances diverses, dont la vente de publicité sur l'ensemble de nos plateformes.

Notre solde de trésorerie s'élevait à 95,9 millions de dollars au 31 décembre 2016, comparativement à 156,5 millions de dollars au 31 mars 2016. Les flux de trésorerie liés à nos activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour le troisième trimestre terminé le 31 décembre 2016 sont résumés ci-dessous.

POSITION DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens)	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			Pour les neuf mois terminés le 31 décembre		
	2016	2015	Écart en %	2016	2015	Écart en %
Trésorerie – Début de l'exercice	97 475	105 456	(7,6)	156 465	214 884	(27,2)
Variations de la période						
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	22 196	4 754	N. S.	(36 832)	(90 732)	59,4
Flux de trésorerie affectés aux activités de financement	(25 433)	(25 433)	-	(54 046)	(54 078)	0,1
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement	1 709	18 925	(91,0)	30 360	33 628	(9,7)
Écart net	(1 528)	(1 754)	12,9	(60 518)	(111 182)	45,6
Trésorerie – Fin de la période	95 947	103 702	(7,5)	95 947	103 702	(7,5)

N. S. non significatif

FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent les entrées de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation et pour le fonds de roulement.

Les activités d'exploitation du troisième trimestre ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 22,2 millions de dollars. Les sorties de trésorerie utilisées pour financer le fonds de roulement au trimestre considéré ont été inférieures à celles de la même période l'an dernier. Elles ont été en partie compensées par des entrées de trésorerie plus faibles du fait de prélèvements moindres sur le crédit parlementaire. Il en résulte une augmentation de 17,4 millions de dollars des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation par rapport au même trimestre de l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie liées aux activités d'exploitation depuis le début de l'exercice ont été inférieures de 53,9 millions de dollars (59,4 %) à celles de l'exercice précédent. Cet écart est principalement attribuable aux prélèvements sur le crédit parlementaire qui ont été plus élevés.

FLUX DE TRÉSORERIE AFFECTÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les activités de financement ont donné lieu à des sorties de trésorerie stables. Les sorties de trésorerie liées à des activités de financement présentées ci-dessus ont surtout trait :

- au paiement d'intérêts de 11,8 millions de dollars pendant le trimestre et de 24,3 millions de dollars depuis le début de l'exercice;
- au remboursement des obligations émises par la Fiducie du Centre canadien de radiodiffusion de 7,3 millions de dollars pour le trimestre et de 14,4 \$ depuis le début de l'exercice;
- au paiement d'effets à payer de 3,4 millions de dollars pour le trimestre et de 6,8 millions de dollars depuis le début de l'exercice;
- au paiement d'obligation au titre de contrats de location-financement de 2,9 millions de dollars pendant le trimestre et de 8,5 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice.

FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement comprennent les flux de trésorerie provenant des prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations.

Les activités d'investissement ont donné lieu à des entrées de trésorerie de 1,7 million de dollars dans le trimestre considéré, contre 18,9 millions de dollars en 2015-2016. La baisse des entrées de trésorerie au troisième trimestre est surtout le fait d'une augmentation de 9,7 millions de dollars au titre de l'acquisition d'immobilisations corporelles, et d'une diminution de 9,0 millions de dollars des prélèvements sur le crédit parlementaire pour le financement des immobilisations.

Depuis le début de l'exercice, les entrées de trésorerie provenant des activités d'investissement ont été inférieures de 3,3 millions de dollars (9,7 %) en 2016-2017. Le produit net provenant de la sortie de nos actifs de production mobile explique les entrées de trésorerie plus élevées en 2015-2016.

LE POINT SUR LES RISQUES

En tant que radiodiffuseur public national du Canada, CBC/Radio-Canada occupe une place importante au sein du système canadien de radiodiffusion et fait face à des risques uniques sur le plan de la planification et de l'exploitation. Comme tous les radiodiffuseurs, nous devons nous adapter aux changements technologiques, à l'évolution démographique et aux exigences changeantes des consommateurs, ainsi qu'aux changements structurels qui surviennent dans l'industrie. Ayant en vertu de la loi le mandat de servir tous les Canadiens, CBC/Radio-Canada doit composer également avec les attentes du public et des défis financiers uniques.

CBC/Radio-Canada a pour politique de concevoir, de mettre en œuvre et d'appliquer un cadre de gestion des risques afin de s'assurer que les risques et les possibilités qui touchent nos stratégies, nos objectifs et nos activités sont déterminés, évalués et gérés de façon appropriée.

Outre les points décrits ci-dessous, notre profil de risque n'a subi aucun changement important depuis la fin de l'exercice précédent. Pour un examen plus approfondi des risques, des conséquences possibles et des mesures d'atténuation, veuillez vous reporter au [Rapport annuel de 2015-2016](#).

REMPACEMENT ET OPTIMISATION DU PORTEFEUILLE IMMOBILIER

Nous demanderons l'approbation du Conseil du Trésor du Canada pour la vente de l'immeuble et du terrain actuels de la Maison de Radio-Canada (MRC) et pour la construction de la nouvelle MRC.

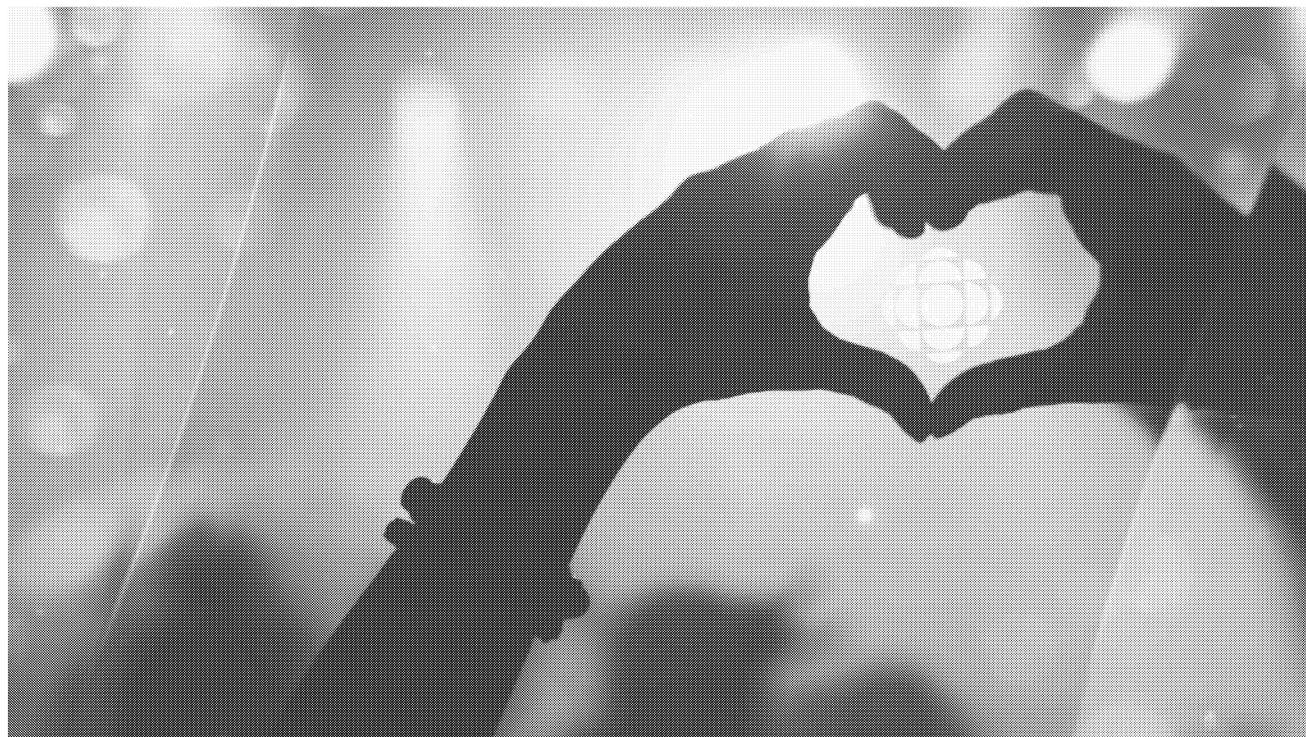
RELATIONS ET NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS

Le 10 novembre 2016, CBC/Radio-Canada et l'Association des réalisateurs (AR) de Radio-Canada ont conclu une entente de principe. Le 28 novembre 2016, les membres du syndicat ont, lors d'un vote, appuyé le contenu de cette entente. La convention collective entre CBC/Radio-Canada et l'AR est en vigueur depuis le 7 décembre 2016 et jusqu'au 15 décembre 2019.

CONSULTATION SUR LE CONTENU CANADIEN DANS UN MONDE NUMÉRIQUE

CBC/Radio-Canada a publié le 28 novembre 2016 son mémoire *Propulser la culture canadienne : renforcer la place du Canada dans l'univers numérique* dans le cadre de la consultation publique du gouvernement sur l'avenir du contenu canadien dans un monde numérique. Une éventuelle modification du modèle d'affaires et du mandat de CBC/Radio-Canada pourrait avoir de profondes répercussions sur l'avenir de l'organisation.

Reportez-vous à la section *Faits saillants des activités* pour en savoir plus sur ces risques.



PRÉSENTATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

NOS MÉTHODES COMPTABLES

Nos états financiers consolidés résumés intermédiaires du troisième trimestre ont été préparés conformément aux normes IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par le Conseil des normes comptables (CNC), en application de la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Ils ont été approuvés par le Conseil d'administration de la Société le 17 février 2017. Ces états financiers intermédiaires ont été préparés selon la base de présentation et les méthodes comptables indiquées à la note 2 des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016. Nos états financiers intermédiaires pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016 n'incluent pas toutes les notes qui sont requises dans les états financiers annuels consolidés.

Le compte rendu de notre situation financière et de notre résultat d'exploitation repose sur nos états financiers intermédiaires.

NORMES COMPTABLES FUTURES

Reportez-vous à la note 3 des états financiers intermédiaires pour obtenir des informations relatives aux prises de position comptables qui entreront en vigueur dans des périodes ultérieures, et à celles qui étaient en vigueur en 2016-2017.

PRINCIPALES ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS IMPORTANTS

La préparation de ces états financiers intermédiaires exige de la direction qu'elle effectue des estimations et pose des jugements sur l'avenir. Ces estimations et jugements sont fondés entre autres sur l'expérience passée, et sont continuellement réévalués.

Aucun changement significatif n'a été apporté à nos principales estimations comptables dans les neuf premiers mois de l'exercice 2016-2017. Les principales estimations comptables et les jugements importants sont présentés dans les différentes notes de nos états financiers consolidés annuels.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Reportez-vous à la note 15 des états financiers intermédiaires pour obtenir des informations relatives aux transactions avec SiriusXM.

PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Aucun changement important n'a été apporté à notre participation dans SiriusXM pendant la période considérée.

TRANSACTIONS AVEC DES RÉGIMES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉFINIES

Comme il est indiqué à la note 10, nous avons versé des cotisations à titre d'employeur à nos régimes à prestations définies, auxquels nous avons également fourni des services de gestion et d'administration.

DÉCLARATION DE LA RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION PAR LES CADRES SUPÉRIEURS

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers trimestriels consolidés conformément à la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels consolidés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels consolidés.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels consolidés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels consolidés

Hubert T. Lacroix,
Président-directeur général

Judith Purves,
Vice-présidente principale et
chef de la direction financière

Ottawa, Canada
Le 17 février 2017



ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Rapport financier du troisième trimestre
2016-2017

TABLE DES MATIÈRES – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES (NON AUDITÉS)

	Pages
TABLE DES MATIÈRES – ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES	25
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE	26
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT	27
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL	28
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	29
ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE	30
NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016	31
1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	31
2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES.....	31
3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES.....	32
4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES	34
5. PROGRAMMATION	34
6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	35
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES.....	36
8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE	37
9. PROVISIONS	38
10. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL	38
11. REVENUS	41
12. FINANCEMENT PUBLIC.....	41
13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT.....	42
14. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS	43
15. PARTIES LIÉES	44
16. ENGAGEMENTS.....	44

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE (NON AUDITÉ)

	NOTE	31 décembre 2016	31 mars 2016
ACTIF			
Courant			
Trésorerie		95 947	156 465
Créances clients et autres créances	4	167 592	136 370
Programmation	5	285 563	237 827
Stock de merchandisage		-	258
Charges payées d'avance		26 186	38 568
Billets à recevoir		2 793	2 651
Investissement dans un contrat de location-financement		3 117	2 960
Instruments financiers dérivés	14	429	151
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	6	220	3 483
		581 847	578 733
Non courant			
Immobilisations corporelles	6	861 784	885 069
Immobilisations incorporelles	7	28 245	28 757
Actifs sous contrats de location-financement		14 924	20 596
Actif au titre du régime de retraite	10	225 611	145 406
Programmation	5	94 046	107 629
Billets à recevoir		38 781	40 877
Investissement dans un contrat de location-financement		42 061	44 419
Charges différées		18 214	17 274
Participation dans une entreprise associée	8	3 389	2 496
		1 327 055	1 292 523
TOTAL DE L'ACTIF		1 908 902	1 871 256
PASSIF			
Courant			
Créditeurs et charges à payer		75 565	112 512
Provisions	9	29 379	24 556
Passif au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	10	131 104	121 561
Passif de programmation		15 151	15 151
Dette obligataire		18 463	22 269
Obligations au titre de contrats de location-financement		12 082	11 476
Effets à payer		7 620	8 523
Revenus différés		22 077	25 729
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	12	31 872	-
Instruments financiers dérivés	14	-	159
		343 313	341 936
Non courant			
Revenus différés		20 700	32 851
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel	10	237 675	239 651
Passif de programmation		23 095	33 184
Dette obligataire		221 361	236 851
Obligations au titre de contrats de location-financement		7 433	16 581
Effets à payer		86 709	93 784
Financement des immobilisations différé	12	536 457	531 295
		1 133 430	1 184 197
Capitaux propres			
Résultats non distribués		431 610	344 628
Total des capitaux propres attribuables à la Société		431 610	344 628
Participations ne donnant pas le contrôle		549	495
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		432 159	345 123
TOTAL DU PASSIF ET DES CAPITAUX PROPRES		1 908 902	1 871 256

Engagements (NOTE 16)

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2016	2015	2016	2015
REVENUS					
	11				
Publicité		77 584	75 986	235 337	187 545
Revenus d'abonnement		32 507	33 675	98 549	100 973
Autres revenus		25 684	27 101	88 481	103 889
Revenus financiers		2 270	2 411	7 109	7 644
		<u>138 045</u>	<u>139 173</u>	<u>429 476</u>	<u>400 051</u>
DÉPENSES					
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques		420 471	392 196	1 154 182	1 079 761
Coûts de transmission, distribution et collecte		16 694	17 947	50 122	52 006
Administration nationale		2 596	2 625	7 495	7 340
Paievements aux stations privées		64	213	488	1 147
Charges financières		6 333	6 948	19 665	21 183
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	(1 026)	(1 371)	(2 263)	(4 113)
		<u>445 132</u>	<u>418 558</u>	<u>1 229 689</u>	<u>1 157 324</u>
Perte d'exploitation avant financement public et éléments hors exploitation		(307 087)	(279 385)	(800 213)	(757 273)
FINANCEMENT PUBLIC					
	12				
Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation		264 666	229 752	695 628	591 794
Crédit parlementaire pour le fonds de roulement		1 000	1 000	3 000	3 000
Amortissement du financement des immobilisations différé		23 111	23 369	69 338	71 280
		<u>288 777</u>	<u>254 121</u>	<u>767 966</u>	<u>666 074</u>
Résultat net avant éléments hors exploitation		(18 310)	(25 264)	(32 247)	(91 199)
ÉLÉMENTS HORS EXPLOITATION					
(Perte) gain sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles		(93)	(1 817)	(2 214)	358
		<u>(93)</u>	<u>(1 817)</u>	<u>(2 214)</u>	<u>358</u>
Résultat net de la période		(18 403)	(27 081)	(34 461)	(90 841)
Résultat net attribuable :					
À la Société		(18 444)	(27 155)	(34 515)	(90 971)
Aux participations ne donnant pas le contrôle		41	74	54	130
		<u>(18 403)</u>	<u>(27 081)</u>	<u>(34 461)</u>	<u>(90 841)</u>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DU RÉSULTAT GLOBAL (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2016	2015	2016	2015
RÉSULTAT GLOBAL					
Résultat net de la période		(18 403)	(27 081)	(34 461)	(90 841)
Autres éléments du résultat global - non reclassés ultérieurement dans le résultat net					
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	276 180	177 514	121 497	312 767
Total du résultat global de la période		257 777	150 433	87 036	221 926
Total du résultat global attribuable :					
À la Société		257 736	150 359	86 982	221 796
Aux participations ne donnant pas le contrôle		41	74	54	130
		257 777	150 433	87 036	221 926

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (NON AUDITÉ)

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2016

	NOTE	Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2016		173 874	508	174 382
Variations de la période				
Résultat net de la période		(18 444)	41	(18 403)
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	276 180	-	276 180
Total du résultat global pour la période		257 736	41	257 777
Solde au 31 décembre 2016		431 610	549	432 159

Pour les trois mois terminés le 31 décembre 2015

		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 30 septembre 2015		447 413	451	447 864
Variations de la période				
Résultat net de la période		(27 155)	74	(27 081)
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	177 514	-	177 514
Total du résultat global pour la période		150 359	74	150 433
Solde au 31 décembre 2015		597 772	525	598 297

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2016

		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2016		344 628	495	345 123
Variations de la période				
Résultat net de la période		(34 515)	54	(34 461)
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	121 497	-	121 497
Total du résultat global pour la période		86 982	54	87 036
Solde au 31 décembre 2016		431 610	549	432 159

Pour les neuf mois terminés le 31 décembre 2015

		Résultats non distribués et total des capitaux propres attribuables à la Société	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Solde au 31 mars 2015		375 976	541	376 517
Variations de la période				
Résultat net de la période		(90 971)	130	(90 841)
Réévaluation au titre des régimes de retraite à prestations définies	10	312 767	-	312 767
Total du résultat global pour la période		221 796	130	221 926
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	(146)	(146)
Solde au 31 décembre 2015		597 772	525	598 297

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

ÉTAT CONSOLIDÉ RÉSUMÉ INTERMÉDIAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE (NON AUDITÉ)

	NOTE	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
		2016	2015	2016	2015
FLUX DE TRÉSORERIE PROVENANT DES (AFFECTÉS AUX)					
ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES					
Résultat net de la période		(18 403)	(27 081)	(34 461)	(90 841)
Ajustements :					
Perte (gain) sur la sortie d'immobilisations corporelles et incorporelles	6, 7	93	1 817	2 214	(358)
Revenus financiers		(2 270)	(2 411)	(7 109)	(7 644)
Charges financières		6 333	6 948	19 665	21 183
Variation de la juste valeur des instruments financiers désignés comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	14	(292)	(299)	(437)	(525)
Amortissement des immobilisations corporelles	6	25 359	25 042	75 762	76 589
Amortissement des immobilisations incorporelles	7	1 419	1 630	4 597	4 961
Amortissement d'actifs sous contrat de location-financement		1 898	1 897	5 672	5 694
Quote-part du résultat de l'entreprise associée	8	(1 026)	(1 371)	(2 263)	(4 113)
Variation des charges différées		(5)	(253)	(940)	303
Variation de l'actif de programmation [non courant]	5	5 962	2 109	14 973	53 147
Variation du passif de programmation [non courant]	5	(3 923)	(3 765)	(10 845)	(10 579)
Amortissement du financement des immobilisations différé	12	(23 111)	(23 369)	(69 338)	(71 280)
Variation du crédit parlementaire d'exploitation reporté	12	(39 166)	16 748	31 872	35 206
Variation des revenus différés [non courant]		(2 051)	(3 592)	(12 829)	(15 612)
Variation de l'actif du régime de retraite [non courant]	10	(225 611)	(163 567)	(80 205)	(250 386)
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [courant]	10	5 997	6 179	8 913	8 684
Variation des passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel [non courant]	10	240 023	179 103	119 520	301 583
Accroissement des billets à recevoir		(6)	(6)	(17)	(16)
Variations du fonds de roulement	13	50 976	(11 005)	(101 576)	(146 728)
		22 496	4 754	(36 832)	(90 732)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT					
Remboursement des obligations au titre de contrats de location-financement		(2 896)	(2 712)	(8 541)	(7 923)
Remboursement de la dette obligataire		(7 326)	(6 804)	(14 386)	(13 361)
Remboursement d'effets à payer		(3 445)	(3 290)	(6 812)	(6 504)
Distributions aux actionnaires sans contrôle		-	-	-	(146)
Intérêts payés		(11 766)	(12 627)	(24 307)	(26 144)
		(25 433)	(25 433)	(54 046)	(54 078)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT					
Crédit parlementaire pour le financement des immobilisations	12	23 500	32 499	74 500	70 000
Acquisition d'immobilisations corporelles	6	(25 867)	(16 148)	(51 047)	(52 499)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	7	(1 940)	(2 922)	(7 471)	(9 359)
Produit net de la vente d'immobilisations corporelles		2 700	784	3 005	11 058
Recouvrement des billets à recevoir		662	617	1 951	1 819
Recouvrement de créances au titre de contrats de location-financement		701	654	2 068	1 928
Dividendes reçus	8	-	1 371	1 371	4 113
Intérêts reçus		1 959	2 070	5 983	6 568
		1 709	18 925	30 360	33 628
Variation de la trésorerie		(1 528)	(1 754)	(60 518)	(111 182)
Trésorerie, début de la période		97 475	105 456	156 465	214 884
Trésorerie, fin de la période		95 947	103 702	95 947	103 702

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS RÉSUMÉS INTERMÉDIAIRES POUR LE TROISIÈME TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2016 (NON AUDITÉS)

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

CBC/Radio-Canada (la Société) a été constituée en vertu de la *Loi sur la radiodiffusion* de 1936. Société d'État fédérale domiciliée au Canada, la Société est un mandataire de Sa Majesté, et tous ses actifs et passifs sont ceux de l'État. Son siège social est situé au 181, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1P 1K9. La Société rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise du ministre du Patrimoine canadien. Conformément au paragraphe 85(1.1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, elle n'est pas visée par certains articles des sections I à IV de la partie X de cette *Loi*.

À titre de radiodiffuseur public national, la Société offre, dans les deux langues officielles, des services de radio, des services de télévision et des services numériques présentant une programmation principalement et typiquement canadienne, afin de refléter la globalité canadienne et de rendre compte de la diversité régionale du pays, à l'intention des auditoires nationaux et régionaux.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

A. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

La Société a préparé les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires conformément à l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques* qui exige de la plupart des sociétés d'État mères qu'elles établissent et rendent public un rapport financier trimestriel conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires répondent également aux exigences de la norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire* (IAS 34), publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptée par le Conseil des normes comptables (CNC).

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires n'ont pas été audités ou révisés par l'auditeur externe de la Société. Ils ont été approuvés pour publication par le Conseil d'administration le 17 février 2017.

B. BASE DE PRÉPARATION

Base de présentation

Les présents états financiers consolidés intermédiaires sont des états résumés, comme le permet IAS 34. À ce titre, ils ne comprennent pas l'intégralité des informations requises dans un jeu complet d'états financiers. Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires visent à mettre à jour les informations fournies dans le plus récent jeu complet d'états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé le 31 mars 2016. En conséquence, ils doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice terminé à cette date.

Les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires ont été établis selon une comptabilité au coût historique, sauf autorisation contraire des IFRS et tel qu'indiqué aux notes.

Les méthodes comptables appliquées dans la préparation de ces états financiers consolidés résumés intermédiaires sont conformes à celles qui ont été indiquées dans les états financiers consolidés annuels audités de la Société, à l'exception des nouvelles normes, modifications et interprétations mises en œuvre à compter du nouvel exercice de la Société le 1^{er} avril 2016. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées uniformément pour toutes les périodes considérées.

Changement de présentation

À compter de ce trimestre, le total des revenus publicitaires indiqué dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat sera précisé dans la note 11, *Revenus*, en séparant les revenus publicitaires provenant des services de télévision et de radio d'une part, et des services numériques d'autre part.

À titre comparatif, ce changement de présentation a également été appliqué aux périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015. Ainsi, pour ces deux périodes, le total des revenus publicitaires s'établit à 76,6 millions de dollars et à 188,7 millions de dollars respectivement, et se répartit comme suit :

	31 décembre 2015	
	Pour les trois mois terminés	Pour le:
Publicité - télévision et radio	69 272	
Publicité - services numériques	7 352	
Total des revenus publicitaires	76 624	

La direction estime qu'avec ce changement de présentation, les utilisateurs des états financiers auront accès à des données plus pertinentes, surtout en cette période où la Société réalise son virage numérique conformément à son plan stratégique actuel, la *Stratégie 2020*.

Saisonnalité

Exclusion faite des crédits parlementaires, environ 50 % des revenus autogénérés de la Société proviennent de revenus publicitaires ayant tendance à suivre un cycle saisonnier, ceux du deuxième trimestre étant habituellement les moins élevés en raison de la baisse des cotes d'écoute durant la saison estivale. Les revenus publicitaires tendent également à varier en fonction des conditions du marché et de l'économie en général ainsi qu'en fonction de la grille de programmation. Par opposition, les revenus d'abonnement sont plus stables d'un trimestre à l'autre. Les dépenses d'exploitation tendent également à suivre un cycle saisonnier lié aux variations de la grille de programmation.

Sources principales d'incertitude relative aux estimations et jugements importants

Pour préparer les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires, la direction doit faire des estimations, formuler des hypothèses et porter des jugements qui ont une incidence sur la valeur des actifs et des passifs comptabilisés à la date de ces états, ainsi que sur la valeur des revenus et des charges présentés dans la période. Elle doit également fournir toutes les informations s'y rapportant.

La direction revoit régulièrement les estimations et tout changement est comptabilisé de façon prospective et inclus dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la période du changement, si le changement ne concerne que cette période, ou de la période du changement et des périodes ultérieures, si celles-ci sont également concernées par le changement. Les chiffres réels pourraient différer de façon importante de ces estimations. De même, les jugements importants sont revus à chaque période de présentation de l'information financière.

Les principales estimations ou les jugements importants de la Société n'ont fait l'objet d'aucun changement depuis la publication des derniers états financiers consolidés annuels audités de la Société au 31 mars 2016, à l'exception du changement d'estimation comptable mentionné ci-dessous.

Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel

À la suite de la publication d'une nouvelle directive de l'Institut canadien des actuaires (ICA) en novembre 2016, la Société a révisé ses estimations pour déterminer le taux d'actualisation à appliquer dans le calcul de l'obligation au titre des prestations définies à partir du troisième trimestre de 2016-2017. La révision de cette estimation n'a pas changé le taux d'actualisation que la Société aurait de toute façon adopté, comme il est expliqué plus en détail à la note 10b.

3. CHANGEMENTS NOUVEAUX ET FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

A. ADOPTION DE NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE NOUVELLES ET RÉVISÉES

La Société a adopté et appliqué la nouvelle prise de position suivante publiée par l'IASB le 1^{er} avril 2016.

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
Modifications à IAS 1 <i>Présentation des états financiers - Initiative concernant les informations à fournir</i>	Modifications publiées pour améliorer la présentation des états financiers et la communication d'informations dans les états, dans le but de réduire la quantité d'informations non significatives fournies par voie de notes.	L'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence notable.	1 ^{er} janvier 2016, application prospective

B. CHANGEMENTS FUTURS DE MÉTHODES COMPTABLES

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications aux normes publiées mais non encore entrées en vigueur (et donc non appliquées au 31 décembre 2016) susceptibles d'avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Société à une période ultérieure. À la date des présents états financiers, la Société ne prévoit pas appliquer par anticipation les normes et modifications suivantes :

NORME	DESCRIPTION	INCIDENCE	ENTRÉE EN VIGUEUR
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	Norme remplaçant IAS 39, <i>Instruments financiers : comptabilisation et évaluation</i> , et toutes les versions antérieures d'IFRS 9. Classement, évaluation et communication des instruments financiers d'une entité selon son mode de gestion de ses instruments financiers dans le cadre de son modèle économique et selon les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de ses actifs et passifs financiers. Comprend un modèle unique et prospectif de dépréciation fondé sur les pertes attendues et une approche sensiblement réformée de la comptabilité de couverture.	L'adoption d'IFRS 9 ne devrait pas entraîner de changement important dans le classement et l'évaluation des instruments financiers de la Société. Cette dernière évalue l'incidence du nouveau modèle de dépréciation sur ses processus et ses états financiers, particulièrement en ce qui concerne la dépréciation des créances clients.	1 ^{er} janvier 2018, application rétrospective sous réserve de certaines exceptions
IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> et clarification d'IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i>	Norme remplaçant IAS 18, <i>Produits des activités ordinaires</i> , et IAS 11, <i>Contrats de construction</i> , et les interprétations afférentes dès son entrée en vigueur. Elle renferme des directives sur la comptabilisation des produits tirés de contrats conclus avec des clients, y compris les accords de prestations multiples et les transactions qui n'avaient pas été complètement traitées auparavant, et améliore les informations à fournir sur les produits. En vertu de cette nouvelle norme, une entité doit comptabiliser les produits des activités ordinaires au moment où elle transfère les biens et les services à un client, et selon un montant correspondant à la contrepartie qu'elle prévoit recevoir du client. Les biens ou les services sont transférés lorsque le client en obtient le contrôle. Communication de nombreuses informations qualitatives et quantitatives nouvelles pour aider les utilisateurs des états financiers à comprendre la nature, le montant, le calendrier et le degré d'incertitude des produits des activités ordinaires.	La Société a terminé d'évaluer les principales incidences comptables pour chaque source importante de revenus, et elle a commencé à les quantifier pour évaluer leur importance relative.	1 ^{er} janvier 2018, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	Norme remplaçant IAS 17, <i>Contrats de location</i> , et les interprétations afférentes. Élimination de la distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple du point de vue du preneur, de sorte que tous les contrats de location sont traités comme des contrats de location-financement en application d'IAS 17. Devrait entraîner une augmentation des actifs loués et des passifs financiers. Du point de vue du bailleur, le traitement comptable demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple reste inchangée.	La Société entreprend un examen de la norme pour déterminer son incidence potentielle.	1 ^{er} janvier 2019, application rétrospective incluant certaines mesures de simplification
Modifications à IAS 7 <i>Tableau des flux de trésorerie</i>	Modifications publiées portant sur l'obligation de rapprocher les soldes d'ouverture et de clôture de chaque poste pour lequel des flux de trésorerie ont été ou seraient classés comme des flux de trésorerie liés aux activités de financement, à l'exclusion des postes de capitaux propres.	La Société prévoit que l'adoption de cette norme n'aura pas d'incidence notable.	1 ^{er} janvier 2017, application prospective

4. CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES CRÉANCES

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Créances clients	152 020	123 121
Provision pour créances douteuses	(399)	(2 058)
Autres	15 971	15 307
	<u>167 592</u>	<u>136 370</u>

Les créances clients ci-dessus comprennent des créances (voir tableau A ci-dessous) en souffrance à la fin de la période de présentation de l'information financière et pour lesquelles la Société n'a comptabilisé aucune provision pour créances douteuses parce qu'il n'y a pas eu de changement important dans la solvabilité du débiteur et qu'elle estime être encore en mesure de recouvrer les sommes dues.

L'augmentation des créances clients de plus de 90 jours depuis le 31 mars 2016 est principalement attribuable aux créances publicitaires liées aux Jeux Olympiques de Rio en août 2016 qui restent à percevoir.

A. ANCIENNETÉ DES CRÉANCES CLIENTS EN SOUFFRANCE, MAIS NON DÉPRÉCIÉES

	31 décembre 2016	31 mars 2016
31 à 60 jours	25 901	35 314
61 à 90 jours	23 555	673
Plus de 90 jours	30 011	13 874
Total	<u>79 467</u>	<u>49 861</u>

B. VARIATION DE LA PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	(2 058)	(2 683)
Montants irrécouvrables sortis pendant la période	1 731	571
Reprises de pertes de valeur comptabilisées sur les créances	171	1 113
Augmentation nette de la provision pour tenir compte des nouvelles dépréciations	(243)	(1 059)
Solde à la fin de la période	<u>(399)</u>	<u>(2 058)</u>

5. PROGRAMMATION

A. PROGRAMMATION PAR CATÉGORIE

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Émissions achevées	99 844	61 076
Émissions en cours de production	117 881	63 524
Droits de diffusion des émissions disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	67 838	113 227
	<u>285 563</u>	<u>237 827</u>
Droits de diffusion des émissions non disponibles pour diffusion au cours des douze prochains mois	94 046	107 629
	<u>379 609</u>	<u>345 456</u>

B. VARIATION DE LA PROGRAMMATION

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	345 456	310 290
Acquisitions	811 431	990 842
Émissions diffusées	(777 278)	(955 676)
Solde à la fin de la période	<u>379 609</u>	<u>345 456</u>

Les variations dans les Émissions diffusées comprennent des sorties totalisant 2,6 millions de dollars (0,3 million de dollars en 2015) et 3,2 millions de dollars (1,1 million de dollars en 2015) pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016, respectivement. Elles sont essentiellement le fait de projets abandonnés, d'émissions qui ne se prêtent pas à la télédiffusion, ou encore d'émissions pilotes qui ne donnent pas lieu à une série.

6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

A. COÛT ET AMORTISSEMENT CUMULÉ

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2016	174 306	555 422	63 878	1 075 623	147 203	39 970	2 056 402
Acquisitions	-	12	-	8 622	2 728	39 685	51 047
Transferts (Référer à la note 7)	-	3 414	453	25 027	8 906	(34 416)	3 384
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(28)	(204)	-	-	-	-	(232)
Sorties et amortissements complets	(49)	(2 159)	(1 036)	(37 922)	(5 859)	(31)	(47 056)
Coût au 31 décembre 2016	174 229	556 485	63 295	1 071 350	152 978	45 208	2 063 545
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	-	(234 131)	(32 799)	(796 491)	(107 912)	-	(1 171 333)
Amortissement pour la période	-	(23 275)	(2 780)	(40 744)	(8 963)	-	(75 762)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	204	-	-	-	-	204
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	1 829	1 036	36 508	5 757	-	45 130
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	-	(255 373)	(34 543)	(800 727)	(111 118)	-	(1 201 761)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2016	174 229	301 112	28 752	270 623	41 860	45 208	861 784

	Terrains	Immeubles	Améliorations locatives	Équipement technique	Autres	Projets d'immobilisations inachevés	Total
Coût au 31 mars 2015	174 552	553 585	53 253	1 129 557	139 591	42 034	2 092 572
Acquisitions	-	10	-	11 390	4 998	76 240	92 638
Transferts (Référer à la note 7)	6	14 237	10 625	46 746	11 588	(78 304)	4 898
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	(257)	(5 472)	-	-	-	-	(5 729)
Sorties et amortissement complets	5	(6 938)	-	(112 070)	(8 974)	-	(127 977)
Coût au 31 mars 2016	174 306	555 422	63 878	1 075 623	147 203	39 970	2 056 402
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	-	(209 726)	(28 864)	(847 406)	(103 824)	-	(1 189 820)
Amortissement pour la période	-	(30 461)	(3 935)	(56 097)	(11 749)	-	(102 242)
Reclassement de l'amortissement des actifs classés comme détenus en vue de la vente	-	2 790	-	-	-	-	2 790
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	-	3 266	-	107 012	7 661	-	117 939
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	-	(234 131)	(32 799)	(796 491)	(107 912)	-	(1 171 333)
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	174 306	321 291	31 079	279 132	39 291	39 970	885 069

Les engagements contractuels relatifs à l'acquisition d'immobilisations corporelles s'établissent à 32,4 millions de dollars au 31 décembre 2016 (21,0 millions de dollars au 31 mars 2016).

B. DÉPRÉCIATION ET AUTRES CHARGES

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016, une perte de valeur nulle (zéro en 2015) et de 1,2 million de dollars (zéro en 2015) respectivement a été comptabilisée au titre de certains actifs classés comme détenus en vue de la vente dans l'État consolidé résumé du résultat. Aucune perte de valeur n'a été reprise pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016 (zéro en 2015).

C. ACTIFS CLASSÉS COMME DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

En conformité avec le plan financier de la Société qui prévoit notamment la réduction de son empreinte immobilière, plusieurs actifs immobiliers étaient classés, à des fins comptables au 31 décembre 2016, comme détenus en vue de la vente, pour une valeur comptable totale de 0,2 million de dollars (3,5 millions de dollars au 31 mars 2016). Ces actifs devraient être vendus individuellement au cours des douze prochains mois.

Le 22 novembre 2016, CBC/Radio-Canada a annoncé qu'elle vendrait l'immeuble et le terrain de la Maison de Radio-Canada au Groupe Mach, et qu'elle avait retenu les services du groupe Broccolini pour ériger la nouvelle Maison de Radio-Canada sur une partie du site. Ces transactions étant assujetties à l'approbation du Conseil du Trésor du Canada dans la prochaine année, la vente de l'immeuble et du terrain ne rencontre pas les critères d'un actif détenu en vue de la vente. La vente et le projet de modernisation de la Maison de Radio-Canada ne devraient pas avoir d'incidence financière notable avant le 31 mars 2017.

D. SORTIES

Au troisième trimestre, la Société a vendu ses actifs immobiliers de Moncton (Nouveau-Brunswick), qu'elle avait auparavant classés comme détenus en vue de la vente. Le produit de la vente s'est chiffré à 2,2 millions de dollars et a donné lieu à un gain minime.

D'autres pertes et gains nets pendant la période de trois mois terminée le 31 décembre 2016 sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2015, les pertes et gains nets sont attribuables à la sortie ou au remplacement d'équipements dans le cycle normal de renouvellement des actifs de la Société.

7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

	Logiciels développés à		Projets d'immobilisations		Total
	l'interne	Logiciels acquis	inachevés		
Coût au 31 mars 2016	140 760	32 191	12 903		185 854
Acquisitions	-	199	7 272		7 471
Transferts (Reférer à la note 6)	605	2 752	(6 741)		(3 384)
Sorties et amortissements complets	(8)	(61)	-		(69)
Coût au 31 décembre 2016	141 357	35 081	13 434		189 872
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	(137 827)	(19 270)	-		(157 097)
Amortissement pour la période	(973)	(3 624)	-		(4 597)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	8	59	-		67
Amortissement cumulé au 31 décembre 2016	(138 792)	(22 835)	-		(161 627)
Valeur comptable nette au 31 décembre 2016	2 565	12 246	13 434		28 245

	Logiciels développés à		Projets d'immobilisations		Total
	l'interne	Logiciels acquis	inachevés		
Coût au 31 mars 2015	140 594	26 602	9 499		176 695
Acquisitions	-	251	14 902		15 153
Transferts (Reférer à la note 6)	681	5 919	(11 498)		(4 898)
Sorties et amortissements complets	(515)	(581)	-		(1 096)
Coût au 31 mars 2016	140 760	32 191	12 903		185 854
Amortissement cumulé au 31 mars 2015	(137 090)	(14 281)	-		(151 371)
Amortissement pour la période	(1 252)	(5 132)	-		(6 384)
Reclassement de l'amortissement des actifs sortis et des actifs complètement amortis	515	143	-		658
Amortissement cumulé au 31 mars 2016	(137 827)	(19 270)	-		(157 097)
Valeur comptable nette au 31 mars 2016	2 933	12 921	12 903		28 757

Aucune perte de valeur n'a été comptabilisée ou reprise pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016 (zéro en 2015).

8. PARTICIPATION DANS UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

Sirius XM Canada Holdings Inc. (SiriusXM), une entreprise de radio par satellite située et domiciliée au Canada, offre à la population canadienne des contenus diversifiés par abonnement, dont six chaînes qui diffusent la programmation de la Société.

La date de clôture de l'exercice de SiriusXM est le 31 août et ne coïncide pas avec celle de la Société. La norme IAS 28, *Participations dans des entreprises associées et des coentreprises*, prescrit que l'écart entre la date de clôture d'une entreprise associée et celle de l'investisseur ne doit pas être supérieur à trois mois. Conformément à cette exigence, la Société a inclus la part des résultats intermédiaires de SiriusXM qui lui reviennent dans ses résultats pour la période allant jusqu'au 30 novembre 2016, en phase avec les dernières informations fournies par SiriusXM qui peuvent être rendues publiques. IAS 28 prescrit également un ajustement au résultat pour toute transaction importante qui survient pendant la période en question. Aucun ajustement de ce type n'a été nécessaire pour le trimestre terminé le 31 décembre 2016 (aucun en 2015).

Le tableau suivant résume l'information financière sur la participation de la Société dans l'entité émettrice (SiriusXM) comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence au 31 décembre :

	Participation ⁽¹⁾		Droit de vote		Juste valeur ⁽²⁾		Valeur comptable		Dividendes reçus ⁽³⁾	
	31 décembre 2016	31 mars 2016	31 décembre 2016	31 mars 2016	31 décembre 2016	31 mars 2016	31 décembre 2016	31 mars 2016	31 décembre 2016	31 décembre 2015
SiriusXM	10,15 %	10,15 %	9,63 %	9,64 %	66,3 M\$	60,5 M\$	3 389	2 496	1,4 M\$	4,1 M\$

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2016, la société détenait 13 056 787 actions à droit de vote subalterne de catégorie A de SiriusXM.

⁽²⁾ La valeur cotée (juste valeur) était basée sur des prix cotés non rajustés sur les marchés actifs (niveau 1).

⁽³⁾ La politique de distribution de SiriusXM prévoit le versement de dividendes trimestriels et, selon le bon vouloir de l'entreprise, de dividendes spéciaux. La société n'a pas reçu de dividende depuis le deuxième trimestre de cette année en attendant la conclusion de la vente de notre investissement dans SiriusXM. Pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016, SiriusXM n'a pas versé de dividendes spéciaux (aucun en 2015).

Les informations financières résumées ci-dessus sont rapprochées avec les valeurs comptables de SiriusXM figurant dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière, comme suit :

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	2 496	-
Quote-part du résultat de l'entreprise associée ⁽¹⁾	2 263	7 980
Dividendes reçus ⁽¹⁾	(1 370)	(5 484)
Solde à la fin de la période	3 389	2 496

¹ Les dividendes reçus pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016 ont totalisé zéro (1,4 million en 2015) et 1,4 million (2,7 millions en 2015). Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2016, un gain sur la quote-part de 2,3 M\$ a été comptabilisé et les dividendes reçus de 1,4 million de dollars ont réduit la valeur comptable de la participation à 3,4 millions de dollars. Pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2015, l'excédent des dividendes reçus sur la valeur comptable de la participation de 4,1 millions de dollars est comptabilisé en résultat net au poste Quote-part du résultat de l'entreprise associée.

SiriusXM n'a abandonné aucune activité. Elle n'est assujettie à aucune restriction importante en ce qui concerne le transfert de fonds à ses investisseurs.

La Société n'a aucun passif éventuel ni engagement en ce qui a trait à son entreprise associée.

Le 13 mai 2016, CBC/Radio-Canada a annoncé son intention de voter pour la transaction de recapitalisation et de privatisation dans laquelle son entreprise associée, SiriusXM, s'était engagée. Ainsi, la Société vendrait sa participation de 10,15 % au prix de 4,50 \$ l'action, ce qui lui rapporterait environ 58 millions de dollars. La transaction devrait être finalisée en 2016-2017, sous réserve de l'obtention de certaines approbations réglementaires, notamment du CRTC. Il n'y a eu aucun changement dans les termes de cette transaction à la date du présent rapport.

9. PROVISIONS

	Réclamations et poursuites	Environnemental	Coûts de restructuration	Total
			Indemnités de cessation d'emploi	
Solde d'ouverture	24 196	343	17	24 556
Provisions supplémentaires comptabilisées	9 152	255	360	9 767
Provisions utilisées	(2 347)	(46)	-	(2 393)
Réductions découlant d'une réévaluation ou d'un règlement sans coût	(2 047)	(127)	(377)	(2 551)
Solde à la fin de la période	28 954	425	-	29 379

Diverses réclamations ont été formulées ou des poursuites ont été intentées contre la Société. Dans certains cas, leurs auteurs demandent des dédommagements pécuniaires élevés ou d'autres redressements qui pourraient entraîner des dépenses importantes. Les enjeux portent principalement sur des tarifs de droits d'auteur, des griefs et d'autres litiges.

Bien des incertitudes entourent les poursuites, et le résultat de chaque affaire n'est pas toujours prévisible. Les réclamations dont l'issue est incertaine, qui pourraient donner lieu à des sorties de ressources ou qui ne sont pas mesurables, sont réputées être des éventualités et ne sont pas comptabilisées dans les états financiers consolidés de la Société. Les réclamations pour lesquelles il est peu probable que des sorties de trésorerie soient effectuées sont également réputées être des éventualités.

Au 31 décembre 2016, la Société avait constitué des provisions d'une valeur de 29,0 millions de dollars (24,2 millions de dollars au 31 mars 2016) au chapitre des réclamations et poursuites. Lorsqu'elles peuvent être estimées, toutes les affaires sont classées comme courantes, puisque la Société s'efforce de résoudre ces cas dans les douze prochains mois.

10. PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

A. ACTIFS/PASSIFS AU TITRE DES RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL

Les actifs et les passifs liés au personnel comptabilisés et présentés à l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière sont les suivants :

	Courant		Non courant	
	31 décembre 2016	31 mars 2016	31 décembre 2016	31 mars 2016
Actif au titre du régime de retraite	-	-	225 611	145 406
Passif au titre du régime de retraite	-	-	104 065	102 739
Avantages futurs du personnel	-	-	133 551	136 833
Indemnités de vacances	57 841	55 056	-	-
Réduction des effectifs	9 096	17 310	-	-
Passifs liés aux salaires	64 167	49 195	59	79
Total des régimes de retraite et autres avantages du personnel	131 104	121 561	237 675	239 651

	31 décembre 2016			31 mars 2016		
	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régime de retraite capitalisé	Régimes de retraite non capitalisés	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime	6 604 767	-	-	6 456 327	-	-
Obligation au titre des prestations définies	6 379 156	104 065	133 551	6 310 921	102 739	136 833
(Passif) actif net lié à l'obligation au titre des prestations définies	225 611	(104 065)	(133 551)	145 406	(102 739)	(136 833)

B. HYPOTHÈSES ACTUARIELLES IMPORTANTES

Comme il est indiqué à la note 15, *Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel*, des états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016, la direction revoit ses hypothèses actuarielles à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour assurer que le passif (l'actif) net au titre des prestations définies comptabilisé dans les états financiers reflète les changements importants dans les hypothèses actuarielles et les changements importants découlant d'événements ponctuels. L'effet des changements importants dans les hypothèses actuarielles sur le passif (l'actif) net au titre des prestations définies est comptabilisé dans les autres éléments du résultat global en tant que réévaluation pour la période.

La Société se réfère à la courbe de Fiera Capital (« courbe de l'ICA ») pour déterminer le taux d'actualisation à utiliser dans le calcul de l'obligation au titre des prestations définies. Or, la courbe de l'ICA a été révisée au troisième trimestre de 2016-2017 à la suite de la publication, en novembre 2016, d'une nouvelle directive par le Groupe de travail sur les taux d'actualisation applicables à la comptabilisation des prestations de retraite et postérieures à la retraite, pour faire face à la pénurie d'obligations de sociétés cotées AA à longue échéance.

L'ICA utilise habituellement des obligations de sociétés provinciales cotées AA à écarts constants pour extrapoler sa courbe de rendement. Avec la nouvelle approche, l'ajustement de l'écart de crédit associé à des échéances plus longues repose sur le rapport entre différents écarts. Malgré ce changement d'approche, les taux d'actualisation devraient produire des résultats très semblables à ceux de l'ancienne méthode. Pour le troisième trimestre de 2016-2017, la révision de cette estimation n'a rien changé dans le taux d'actualisation que la Société aurait de toute façon adopté, étant donné qu'elle a pour pratique d'arrondir son taux d'actualisation à la tranche de 0,25 % la plus proche.

Hypothèses – taux annuels	31 décembre 2016	31 mars 2016
Hypothèses utilisées pour établir le coût des prestations de retraite :		
Taux d'actualisation	3,75 %	3,50 %
Hypothèses utilisées pour établir l'obligation au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel :		
Taux d'actualisation – régime de retraite	3,75 %	3,75 %
Taux d'actualisation – indemnité de cessation d'emploi	3,00 %	3,00 %
Taux d'actualisation – prestations d'invalidité de longue durée	3,00 %	3,00 %
Taux d'actualisation – assurance vie	3,75 %	3,75 %

C. TOTAL DES PAIEMENTS

La Société a effectué les paiements suivants au titre des prestations de retraite, des autres avantages postérieurs à l'emploi et des autres avantages à long terme :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Prestations versées directement à des bénéficiaires	3 224	2 942	9 672	8 826
Cotisations habituelles de l'employeur aux régimes de retraite	12 090	16 401	40 983	43 967
Total des paiements pour les régimes à prestations définies	15 314	19 343	50 655	52 793

La capitalisation du Régime est basée sur les évaluations actuarielles qui sont faites une fois par an. Les employés doivent cotiser au Régime selon un pourcentage de leur salaire admissible. La Société complète la capitalisation, au besoin, selon les évaluations actuarielles.

D. VARIATIONS DE LA VALEUR ACTUALISÉE DE L'OBLIGATION AU TITRE DES PRESTATIONS DÉFINIES

	31 décembre 2016		31 mars 2016	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Obligation au titre des prestations définies, solde d'ouverture	6 413 660	136 833	6 565 275	140 339
Coût des services rendus	79 176	3 435	125 661	5 564
Coût financier	178 203	2 955	227 795	4 049
Cotisations des employés	35 641	-	46 064	-
Réévaluations :				
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses démographiques	-	-	-	(627)
Écarts actuariels découlant de changements dans les hypothèses financières	-	-	(271 327)	(3 748)
Écarts actuariels découlant des ajustements liés à l'expérience	(2 637)	-	21 888	4 165
Prestations versées	(220 822)	(9 672)	(301 696)	(12 909)
Obligation au titre des prestations définies, fin de la période	6 483 221	133 551	6 413 660	136 833

E. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME

	31 décembre 2016		31 mars 2016	
	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi	Régimes de retraite	Autres avantages postérieurs à l'emploi
Juste valeur des actifs du régime, solde d'ouverture	6 456 327	-	6 648 816	-
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	(4 869)	-	(6 160)	-
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	178 647	-	229 510	-
Rendement des actifs du régime de retraite, à l'exclusion des revenus d'intérêts	118 860	-	(216 370)	-
Cotisations des employés	35 641	-	46 064	-
Cotisations de la Société	40 983	9 672	56 163	12 909
Prestations versées	(220 822)	(9 672)	(301 696)	(12 909)
Juste valeur des actifs du régime, fin de la période	6 604 767	-	6 456 327	-

F. COÛTS DU RÉGIME À PRESTATIONS DÉFINIES

Montants comptabilisés en résultat global

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Coût des services rendus	27 537	32 661	82 611	97 983
Frais d'administration (autres que les coûts de gestion des placements)	1 623	1 540	4 869	4 620
Coût financier de l'obligation au titre des prestations définies	60 386	57 902	181 158	173 706
Revenus d'intérêts tirés des actifs du régime de retraite	(59 549)	(57 378)	(178 647)	(172 134)
Autres	(264)	160	-	(166)
Charge comptabilisée en résultat net	29 733	34 885	89 991	104 009
Réévaluations comptabilisées en autres éléments du résultat global	(276 180)	(177 514)	(121 497)	(312 767)
Total	(246 447)	(142 629)	(31 506)	(208 758)

Les résultats non distribués comprennent des gains actuariels cumulatifs de 521,6 millions de dollars au 31 décembre 2016 (gains de 400,1 millions de dollars au 31 mars 2016).

Répartition de la charge comptabilisée en résultat net

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Coûts des services de télévision, de radio et des services numériques	28 543	33 490	86 391	99 849
Coûts de transmission, distribution et collecte	892	1 046	2 700	3 120
Administration nationale	298	349	900	1 040
Total	29 733	34 885	89 991	104 009

11. REVENUS

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Publicité - télévision et radio	68 452	68 634	206 483	167 875
Publicité - services numériques	9 132	7 352	28 654	19 670
Revenus d'abonnement	32 507	33 675	98 549	100 973
Location d'immeubles, de pylônes de transmission, d'installations et de services	11 735	11 785	32 271	33 245
Production	3 855	5 407	18 043	39 573
Programmation numérique	3 760	3 391	16 317	12 084
Droits de retransmission	794	781	2 297	2 282
Commandites d'émission	1 581	658	4 488	3 051
Autres services	1 014	1 727	3 277	2 872
Total des revenus liés à la prestation des services	132 830	133 410	410 579	381 625
Total des revenus financiers	2 270	2 411	7 109	7 644
Revenus de contrats-échanges autres que publicitaires	2 553	2 787	11 032	9 960
Gain sur taux de change	94	261	302	281
Gain net provenant de l'évaluation à la juste valeur d'instruments financiers	298	304	454	541
Total des revenus	138 045	139 173	429 476	400 051

12. FINANCEMENT PUBLIC

A. FINANCEMENT PUBLIC REÇU

Les crédits parlementaires approuvés et les sommes reçues par la Société sont ventilés comme suit :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Financement des activités d'exploitation	225 500	246 500	727 500	627 000
Financement des immobilisations	23 500	32 499	74 500	70 000
Financement du fonds de roulement	1 000	1 000	3 000	3 000
	250 000	279 999	805 000	700 000

B. PRÉLÈVEMENT DIFFÉRÉ SUR LE CRÉDIT POUR LES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Le crédit parlementaire pour les activités d'exploitation est comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat. Il correspond à la différence nette entre les dépenses et les revenus autogénérés budgétés pour le trimestre.

Les budgets trimestriels sont dérivés du budget annuel approuvé par le Conseil d'administration au début de chaque exercice. Ils reflètent le financement public attendu de l'exercice ainsi que les impacts saisonniers des charges et des revenus autogénérés.

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Financement des activités d'exploitation reçu au cours de la période	727 500	928 332
Moins: Crédit parlementaire pour les activités d'exploitation comptabilisé dans l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat au cours de la période	(695 628)	(928 332)
Crédit parlementaire d'exploitation reporté	31 872	-

C. FINANCEMENT DES IMMOBILISATIONS DIFFÉRÉ

Le financement des immobilisations reçu est comptabilisé à titre de financement des immobilisations différé dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière et le revenu est comptabilisé à l'État consolidé résumé intermédiaire du résultat de la même façon et sur les mêmes périodes que les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles auxquelles il se rapporte.

	31 décembre 2016	31 mars 2016
Solde d'ouverture	531 295	520 200
Financement public au titre des immobilisations	74 500	105 692
Amortissement du financement des immobilisations différé	(69 338)	(94 597)
Solde à la fin de la période	536 457	531 295

13. VARIATIONS DU FONDS DE ROULEMENT

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre		Pour les neuf mois terminés le 31 décembre	
	2016	2015	2016	2015
Variations du fonds de roulement sont composées de :				
Créances clients et autres créances	9 584	(8 378)	(31 321)	17 148
Actif de programmation (courant)	23 231	17 934	(47 736)	(101 363)
Stocks de marchandisage	44	1	258	18
Charges payées d'avance	7 106	431	12 382	(346)
Créditeurs et charges à payer	(4 454)	(9 385)	(36 947)	(19 655)
Provisions	926	(3 585)	4 823	(4 633)
Passifs au titre des régimes de retraite et autres avantages du personnel (courant)	17 375	(6 448)	617	(30 641)
Revenus différés (courant)	(2 836)	(1 575)	(3 652)	(7 256)
	50 976	(11 005)	(101 576)	(146 728)

14. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau ci-après présente les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers de la Société :

	31 décembre 2016		31 mars 2016		Note
	Valeur comptable	Juste valeur (Niveau 2)	Valeur comptable	Juste valeur (Niveau 2)	
Instruments financiers évalués à la juste valeur :					
Trésorerie	95 947	s.o.	156 465	s.o.	(a)
Instruments financiers dérivés					
Options sur actions (actifs)	429	429	151	151	(c)
Contrats à terme (passifs)	-	-	159	159	(b)
Instruments financiers évalués au coût amorti :					
Créances clients et autres créances	167 592	s.o.	136 370	s.o.	(a)
Billets à recevoir (courant)	2 793	s.o.	2 651	s.o.	(a)
Investissement dans un contrat de location-financement (courant)	3 117	s.o.	2 960	s.o.	(a)
Créditeurs et charges à payer	75 565	s.o.	112 512	s.o.	(a)
Dette obligataire (courant)	18 463	s.o.	22 269	s.o.	(a)
Obligation au titre de contrats de location-financement (courant)	12 082	s.o.	11 476	s.o.	(a)
Effets à payer (courant)	7 620	s.o.	8 523	s.o.	(a)
Billets à recevoir (non courant)	38 781	44 464	40 877	48 270	(d)
Investissement dans un contrat de location-financement (non courant)	42 061	49 351	44 419	53 507	(d)
Dette obligataire (non courant)	221 361	283 936	236 851	317 488	(e)
Obligation au titre de contrats de location-financement (non courant)	7 433	7 437	16 581	16 780	(e)
Effets à payer (non courant)	86 709	96 238	93 784	107 335	(e)

Il n'y a pas eu de transferts entre les différents niveaux pendant les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 31 décembre 2016.

(a) Les justes valeurs avoisinent les valeurs comptables de ces instruments en raison de leurs échéances rapprochées.

(b) La juste valeur est établie d'après un modèle des flux de trésorerie actualisés basé sur les prix observables sur un marché à terme normalisé.

(c) La juste valeur est estimée grâce à un modèle d'évaluation des options dont les principales données d'entrée sont notamment le cours de clôture et la volatilité des actions détenues, les taux officiels des obligations du gouvernement et les rendements des actions observables directement.

(d) La juste valeur des diverses sommes à recevoir a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement, dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité des contreparties.

(e) La juste valeur des divers passifs financiers de la Société a été déterminée en utilisant les flux de trésorerie futurs attendus, actualisée au moyen des taux officiels des obligations du gouvernement dont les conditions et les caractéristiques sont semblables, et ajustée par un facteur qui reflète la solvabilité de la Société.

15. PARTIES LIÉES

Dans le cadre de ses activités courantes, la Société conclut des transactions avec des parties liées conformément aux conditions commerciales normales applicables à tous les particuliers et à toutes les entreprises, ainsi qu'aux prix du marché. Elle les comptabilise à la juste valeur. Les transactions suivantes ont été effectuées avec des parties liées :

	Pour les trois mois terminés le 31 décembre			
	Prestation de services		Utilisation de services	
	2016	2015	2016	2015
Entreprise associée	646	621	-	-
Autres entités liées ⁽¹⁾	27	313	-	21
	673	934	-	21

⁽¹⁾ Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

	Pour les neuf mois terminés le 31 décembre			
	Prestation de services		Utilisation de services	
	2016	2015	2016	2015
Entreprise associée	1 772	1 794	-	-
Autres entités liées ⁽¹⁾	83	369	-	167
	1 855	2 163	-	167

⁽¹⁾ Les transactions avec les autres entités liées correspondent essentiellement à la prestation de services administratifs au Régime de retraite de la Société.

En outre, les paiements en espèces pour les contributions de la Société aux régimes à prestations définies sont décrits à la note 10C.

A. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES AUTRES QUE DES ENTITÉS LIÉES À UNE AUTORITÉ PUBLIQUE

Les sommes à recevoir des parties liées s'établissent comme suit à la fin de la période et sont incluses dans le poste « Créances clients et autres créances » dans l'État consolidé résumé intermédiaire de la situation financière :

	Sommes dues par les parties liées	
	31 décembre 2016	31 mars 2016
Entreprise associée	582	579

La Société ne devait aucune somme à des parties liées au 31 décembre 2016 (aucune au 31 mars 2016).

Les sommes à recevoir ne sont pas garanties et seront réglées en espèces. Aucune dépense n'a été comptabilisée dans la période considérée ou dans des périodes antérieures relativement à des créances irrécouvrables ou douteuses de parties liées.

B. AUTRES TRANSACTIONS AVEC UNE ENTREPRISE ASSOCIÉE

La Société n'a effectué aucune transaction significative avec son entreprise associée pendant la période considérée ou la période précédente autre que les dividendes reçus, comme il est indiqué à la note 8.

C. TRANSACTIONS AVEC DES ENTITÉS LIÉES À DES AUTORITÉS PUBLIQUES

CBC/Radio-Canada, une société d'État fédérale, exerce ses activités dans un environnement économique dominé par des entités sous le contrôle direct ou indirect du gouvernement fédéral par l'entremise de ses autorités, organismes, entités affiliées et autres organisations (désignées collectivement par « entités liées à une autorité publique »). Elle fait des transactions avec d'autres entités liées à une autorité publique, notamment aux fins de l'achat et de la vente de biens ainsi que de la prestation et de la réception de services.

La Société a choisi de se prévaloir d'une exemption des obligations d'information prévue par IAS 24, *Information relative aux parties liées*, qui limite les informations à fournir aux transactions entre parties liées conclues avec l'État et d'autres entités liées à des autorités publiques.

16. ENGAGEMENTS

La note 27, *Engagements*, des états financiers consolidés de la Société pour l'exercice terminé le 31 mars 2016 traite en détail des engagements de la Société. Les engagements relatifs à l'achat d'immobilisations corporelles pris pendant le trimestre considéré sont décrits à la note 6A, *Immobilisations corporelles* des présentes. Aucun changement significatif n'est survenu dans les engagements pendant le troisième trimestre de 2016-2017.